

Table des matières

Rapport de gestion

1.	POINTS SAILLANTS	1
2.	INTRODUCTION	3
3.	À PROPOS DE CAE	5
3.1	Qui nous sommes	5
3.2	Notre vision	5
3.3	Notre stratégie	5
3.4	Nos activités	5
3.5	Variations du change	11
3.6	Mesures hors PCGR et autres mesures financières	13
4.	RÉSULTATS CONSOLIDÉS	15
4.1	Résultat opérationnel – quatrième trimestre de l'exercice 2015	15
4.2	Résultat opérationnel – exercice 2015	17
4.3	Résultat des activités abandonnées	18
4.4	Prises de commandes consolidées et carnet de commandes total	19
5.	RÉSULTATS PAR SECTEUR	20
5.1	Solutions de formation pour l'aviation civile	21
5.2	Défense et sécurité	23
5.3	Santé	26
6.	MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS	28
6.1	Mouvements de trésorerie consolidés	28
6.2	Sources de financement	29
6.3	Aide gouvernementale	30
6.4	Obligations contractuelles	30
7.	SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	31
7.1	Capital utilisé consolidé	31
7.2	Arrangements non comptabilisés	32
7.3	Instruments financiers	33
8.	RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOTRE ACTIVITÉ	36
8.1	Risques liés à l'industrie	36
8.2	Risques propres à la Société	37
8.3	Risques liés au marché	40
9.	TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES	41
10.	MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES	42
10.1	Modifications de méthodes comptables	42
10.2	Nouvelles normes et modifications adoptées	42
10.3	Nouvelles normes et modifications non encore adoptées	42
10.4	Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses	42
11.	CONTRÔLES ET PROCÉDURES	44
11.1	Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information	44
11.2	Contrôle interne à l'égard de l'information financière	44
12.	RÔLE DE SURVEILLANCE DU COMITÉ D'AUDIT ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	44
13.	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	44
14.	PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES	45

Rapport de gestion

pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2015

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2015

Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2014

- Les produits des activités ordinaires poursuivies consolidés se sont établis à 631,6 millions \$ ce trimestre, en hausse de 72,5 millions \$, soit 13 %, par rapport au trimestre précédent et de 55,9 millions \$, soit 10 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014.

Résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en hausse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2014

- Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 63,3 millions \$ (soit 0,24 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 52,1 millions \$ (soit 0,20 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une augmentation de 11,2 millions \$, soit 21 %, et comparativement à 59,9 millions \$ (soit 0,23 \$ par action) au quatrième trimestre de l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 3,4 millions \$, soit 6 %;
- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société tient compte d'un résultat des activités abandonnées correspondant à un bénéfice de 0,8 million \$ (soit néant par action) ce trimestre, comparativement à un résultat des activités abandonnées correspondant à un bénéfice de 0,9 million \$ (soit néant par action) au trimestre précédent et de 0,1 million \$ (soit néant par action) au quatrième trimestre de l'exercice 2014.

Flux de trésorerie disponibles positifs¹ liés aux activités poursuivies de 142,2 millions \$ ce trimestre

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies se sont élevés à 101,1 millions \$ ce trimestre, comparativement à 82,0 millions \$ au trimestre précédent et à 98,4 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance¹ et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 16,7 millions \$ ce trimestre, à 9,9 millions \$ au trimestre précédent et à 20,4 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Le produit de la cession d'immobilisations corporelles a été de 6,1 millions \$ ce trimestre, de 0,6 million \$ au trimestre précédent et de 8,5 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes en trésorerie ont totalisé 12,0 millions \$ ce trimestre, 12,0 millions \$ au trimestre précédent et 9,9 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

EXERCICE 2015

Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse par rapport à l'exercice 2014

- Les produits des activités ordinaires poursuivies consolidés se sont établis à 2 246,3 millions \$, en hausse de 168,4 millions \$, soit 8 %, par rapport à l'exercice précédent.

Résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en hausse

- Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 201,2 millions \$ (soit 0,76 \$ par action), comparativement à 188,3 millions \$ (soit 0,72 \$ par action) à l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 12,9 millions \$, soit 7 %;
- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société tient compte d'un résultat des activités abandonnées correspondant à un bénéfice de 0,6 million \$ (soit néant par action), comparativement à un résultat des activités abandonnées correspondant à un bénéfice de 1,7 million \$ (soit 0,01 \$ par action) pour l'exercice précédent.

Flux de trésorerie disponibles positifs liés aux activités poursuivies de 174,2 millions \$

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies se sont élevés à 337,8 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 296,3 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 64,3 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 69,9 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dividendes reçus des participations mises en équivalence ont totalisé 8,9 millions \$ pour l'exercice écoulé, par rapport à 15,0 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Le produit de la cession d'immobilisations corporelles a été de 7,6 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 15,4 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dividendes en trésorerie ont totalisé 46,3 millions \$ pour l'exercice écoulé, par rapport à 40,1 millions \$ pour l'exercice précédent.

¹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Capital utilisé² de 2 613,5 millions \$ à la fin de l'exercice

- Le capital utilisé a augmenté de 275,1 millions \$, soit 12 %, pour l'exercice écoulé;
- Le rendement du capital utilisé² (RCU) s'est établi à 10,4 % pour l'exercice écoulé, comparativement à 11,4 % pour l'exercice précédent;
- Le fonds de roulement hors trésorerie² a augmenté de 77,1 millions \$ à l'exercice 2015 pour s'établir à 201,7 millions \$ à la fin de l'exercice;
- Les actifs nets détenus en vue de la vente se sont établis à 47,0 millions \$ pour l'exercice écoulé;
- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 120,0 millions \$;
- Les autres actifs non courants et les autres passifs non courants ont augmenté respectivement de 88,5 millions \$ et de 57,5 millions \$;
- La dette nette² a augmenté de 93,4 millions \$ pour l'exercice écoulé pour s'établir à 949,6 millions \$ à la fin de l'exercice.

COMMANDES²

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes² pour le trimestre s'est établi à 1,05 (ratio de 1,08 pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 1,01 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,0 pour le secteur Santé). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,05 (ratio de 1,17 pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 0,88 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,0 pour le secteur Santé);
- Les prises de commandes totales se sont chiffrées à 2 361,2 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 17,9 millions \$ par rapport à l'exercice précédent;
- Le carnet de commandes total, qui comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises et les commandes non financées, s'établissait à 5 357,2 millions \$ au 31 mars 2015, en hausse de 352,4 millions \$ par rapport à l'exercice précédent.

Solutions de formation pour l'aviation civile

- Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a signé des contrats d'une valeur prévue de 1 512,3 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 41 simulateurs de vol (FFS).

Défense et sécurité

- Le secteur Défense et sécurité a obtenu des contrats d'une valeur de 754,6 millions \$.

Santé

- Le secteur Santé a reçu de nouvelles commandes évaluées à 94,3 millions \$.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET COENTREPRISES

- Au quatrième trimestre de l'exercice écoulé, nous avons signé un accord portant sur l'acquisition de la division Formation à l'aviation militaire de Bombardier pour une valeur d'environ 19,8 millions \$. Cette transaction, qui est assujettie aux conditions de clôture habituelles et à l'approbation des autorités de réglementation et, devrait se conclure au cours de l'année civile 2015;
- Nous avons conclu trois nouvelles ententes de coentreprise à parts égales durant l'exercice 2015, à savoir Flight Training Alliance avec Lufthansa Flight Training, une coentreprise avec Shanghai Eastern Flight Training Co., Ltd (SEFTC), filiale en propriété exclusive de China Eastern Airlines, impliquant la vente de 50 % de notre école de pilotage à Melbourne en Australie, et nous avons créé une coentreprise avec Japan Airlines (JAL), aux termes de laquelle nous avons mis à contribution les activités de notre centre de formation en Corée et JAL, les activités de son centre de formation au Japon.

AUTRES

- Durant le premier trimestre de l'exercice écoulé, nous avons modifié nos secteurs opérationnels. En conséquence, la présentation des informations sur les secteurs opérationnels a été retraitée aux fins de conformité avec les nouveaux secteurs opérationnels, comme l'expliquent la section *Modifications de méthodes comptables* et la note annexe 30 à nos états financiers consolidés. Un complément d'information sur la décision de vendre notre entreprise du secteur minier se trouve sous *Résultat des activités abandonnées* et à la note annexe 3 à nos états financiers consolidés;
- Au cours du premier trimestre de l'exercice 2015, nous avons décidé de vendre notre entreprise du secteur minier (CAE Mines), qui était prise en compte dans l'ancien secteur Nouveaux marchés principaux;
- En date du 31 mars 2015, notre secteur Simulation et formation – Civil a été renommé Solutions de formation pour l'aviation civile.

² Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice et 2015* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2015;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2014;
- Les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 26 mai 2015 et présente l'analyse par notre direction de nos résultats (le rapport de gestion) pour l'exercice et le trimestre clos le 31 mars 2015, ainsi que les états financiers consolidés et les notes qui les complètent pour l'exercice clos le 31 mars 2015. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, notre performance et notre situation financière au cours de l'exercice 2015. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute l'information trimestrielle présentée dans le présent rapport de gestion est fondée sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice écoulé, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2015. Le rapport de gestion vise à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise, dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimé importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions, ou;
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, *stratégie*, *futur* et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment des risques liés à l'industrie, comme la concurrence, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes de défense et de sécurité financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les règles des organismes de réglementation et le respect de ces règles; des risques propres à CAE, comme l'évolution des produits, les activités de R-D, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, l'approvisionnement et le rapport de force des fabricants d'équipement d'origine (OEM), les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des produits, la protection des droits de notre propriété intellectuelle, l'accès à la propriété intellectuelle de tiers, la perte de personnel clé, la responsabilité environnementale et les actions en responsabilité consécutives à des dommages, l'intégration des entreprises acquises, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les systèmes de technologie de l'information, la durée du cycle de vente et notre dépendance envers la technologie et les tiers fournisseurs; de même que des risques liés au marché, comme les écarts de change, l'instabilité politique, la disponibilité du capital, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger et les lois fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions vous sont fournies à la rubrique *Risques et incertitudes liés à notre activité* du rapport de gestion. Nous avisons le lecteur que la liste susmentionnée n'est pas nécessairement exhaustive. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons négligeables à l'heure actuelle mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial des solutions de formation destinées aux secteurs de l'aviation civile, de la défense et de la sécurité, et des soins de santé. Nous concevons et intégrons les solutions de formation les plus complètes de l'industrie, grâce aux connaissances et à l'expertise de nos 8 000 employés, à nos technologies de simulation de calibre mondial et à près de 70 ans d'innovation en matière de services et de technologies. Notre présence internationale est la plus importante du secteur, grâce à 160 installations et centres de formation répartis dans 35 pays, y compris les activités que nous exerçons en coentreprise, et au plus important parc de simulateurs de vol. Nous assurons chaque année la formation de plus de 120 000 membres d'équipage du secteur civil et du secteur de la défense et de milliers de professionnels de la santé dans le monde.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre vision

Notre vision est d'être reconnu mondialement comme le partenaire de choix en formation en vue de renforcer la sécurité, l'efficacité et d'améliorer la préparation.

3.3 Notre stratégie

Nous sommes à l'écoute des impératifs que représentent la sécurité, l'efficacité et la préparation pour nos clients dans nos trois marchés : aviation civile, défense et sécurité, et soins de santé.

Nous nous efforçons de conserver notre position de chef de file en livrant sans cesse une expérience client exemplaire et de l'innovation de manière à appuyer et à améliorer notre position de partenaire de choix en formation reconnu mondialement auprès de nos clients. Notre capacité unique de fournir des solutions complètes, notre crédibilité établie en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, notre leadership technologique, notre service à la clientèle éprouvé, la force de notre marque et notre vaste présence mondiale sont autant de différenciateurs essentiels que nous continuerons d'améliorer grâce à des innovations sans relâche en matière de services et de produits.

Le maintien d'une solide assise financière et une approche disciplinée en ce qui a trait à la répartition du capital sont nos priorités. Le capital est notamment utilisé pour des investissements de croissance triés sur le volet qui soutiennent nos relations clients à long terme et notre vision en matière de formation.

3.4 Nos activités

Nous fournissons des solutions de formation intégrées à trois marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché de l'aviation civile comprend les constructeurs d'aéronefs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique (FTO), les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO) et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les constructeurs OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des constructeurs OEM.

MARCHÉ DE L'AVIATION CIVILE

Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage.

Nous sommes le principal fournisseur de services de formation sur avions commerciaux et sur hélicoptères dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous sommes bien établis en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, et nous dominons le marché dans les régions à forte croissance de la Chine, de l'Europe de l'Est, de l'Inde, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est. Grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont les compagnies aériennes et autres exploitants commerciaux, d'affaires et d'hélicoptères. Nos solutions de formation exhaustives, notre vaste expertise du secteur, notre crédibilité sans faille, notre réseau d'appareils en service, nos relations solides et notre réputation de partenaire de confiance nous permettent d'accéder à une plus grande part du marché que toute autre société de notre industrie.

Nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans une trentaine de pays. Parmi nos milliers de clients, quelque 30 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des ententes de services de formation et d'exploitation de centres de formation à long terme et des coentreprises. Notre gamme complète de solutions de formation comprend des produits et services destinés à la formation des pilotes, du personnel de cabine et des techniciens de maintenance, l'exploitation de centres de formation, l'élaboration de programmes de formation, les didacticiels, et les services de consultation. Nous exploitons actuellement 256 FFS, y compris ceux exploités en coentreprise. Nous offrons la meilleure technologie du secteur et des solutions complètes intégrant les données de vol et les données de simulation de manière à mieux comprendre la performance des apprenants. CAE exploite le plus important réseau de formation initiale au vol dans le monde avec 9 écoles de pilotage, un parc de plus de 170 appareils, ainsi que les ressources et l'expertise permettant de former jusqu'à 2 000 élèves-pilotes par année. CAE Parc Aviation est le chef de file mondial sur le marché du placement du personnel navigant et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision.

Nous sommes le chef de file mondial de l'élaboration de dispositifs de simulation de vol pour l'aviation civile, dont des FFS ainsi qu'une gamme complète de dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures, de dispositifs de formation au vol et d'outils de formation comme des logiciels, des didacticiels et des aides à la formation faisant appel aux mêmes logiciels haute fidélité de niveau D que ceux utilisés dans les simulateurs. Nous sommes le chef de file du marché en ce qui a trait à la conception et à la fabrication de FFS civils pour de grandes compagnies aériennes et des transporteurs régionaux et pour des centres de formation exploités par des tiers et par des constructeurs OEM. Nous avons constitué une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 modèles d'appareils. Nous avons récemment conçu des simulateurs pour les Airbus A350 XWB et A320Neo, le Cirrus SF50, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR42/72-600, les Bombardier CSeries, Global 5000/6000 et Global 7000/8000, les Dassault Falcon 5X ainsi que les ARJ21 et C919 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Notre équipement de simulation de vol, incluant nos FFS, est conçu pour satisfaire aux exigences rigoureuses concernant leur longue durée de vie utile attendue qui couvre habituellement toute la durée d'utilité des appareils sous-jacents, laquelle peut se prolonger pendant plusieurs décennies. Qualité, fidélité et fiabilité sont au cœur du matériel de simulation de vol de marque CAE. Tirant parti de notre important réseau mondial de pièces de rechange et d'équipes de service, nous offrons également une gamme complète de services de soutien, y compris le soutien d'urgence, la mise à niveau et la modernisation de simulateurs, la maintenance et le déménagement de simulateurs.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions de formation sur le marché de l'aviation civile est déterminée par les facteurs suivants :

- Réglementation en matière d'attestation des pilotes;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés;
- Carnets de commandes et taux de livraison de nouveaux appareils;
- Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes.

Réglementation en matière d'attestation des pilotes

L'aviation civile est un secteur régi par des normes mondiales et nationales strictes, notamment en ce qui a trait aux licences et aux attestations des pilotes. Puisque les exigences de formation sont obligatoires et récurrentes, la demande pour nos solutions de formation est principalement tributaire de la flotte mondiale d'appareils commerciaux, qui a progressé à un taux moyen de 3,1 % par année au cours des 20 dernières années et qui devrait afficher une croissance de l'ordre de 3,6 % par année au cours des deux prochaines décennies en raison de l'augmentation de la demande provenant des marchés émergents et des transporteurs à bas prix de même que du remplacement d'appareils dans les marchés établis. Dans le monde, la taille de la flotte d'appareils commerciaux s'est accrue de 4,3 % entre mars 2014 et mars 2015, affichant une hausse respective de 7,1 %, de 6,8 %, de 6,5 % et de 2,6 % en Asie-Pacifique, au Moyen-Orient, en Amérique latine et en Europe, alors qu'elle est demeurée relativement stable en Amérique du Nord.

Les nouveaux modes d'attestation des pilotes et l'évolution des exigences réglementaires accroissent le recours à la formation fondée sur la simulation. La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote joue un rôle plus important dans le monde avec la formation de licence de pilote en équipage multiple (MPL), avec la formation dans le domaine de la prévention et de la récupération en cas de décrochage et de perte de contrôle, et avec les nouvelles exigences visant la licence de pilote de ligne (ATPL) aux États-Unis. En fait, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et divers organismes de réglementation nationaux et régionaux du secteur de l'aviation ont mis en place de nouvelles exigences réglementaires, normes et directives en la matière.

La MPL est une méthode alternative en matière de formation et d'attribution de licences que nous offrons en plus de l'ATPL. La MPL met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation afin d'amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes dans un environnement propre aux transporteurs aériens. En moyenne, les deux tiers de la formation dans le cadre des programmes de MPL du secteur s'effectuent sur des dispositifs de simulation et le tiers restant, sur des appareils réels, comparativement à une formation sur des appareils réels à hauteur de 80 % à 90 % pour les licences initiales. À ce jour, une cinquantaine de pays ont adopté des règles relatives aux MPL et plus de 15 d'entre eux appliquent déjà celles-ci aux fournisseurs de formation et aux transporteurs. Certains transporteurs en Asie et en Europe font appel aux programmes de MPL de CAE. À mesure que la méthode MPL poursuit son élan, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

La Federal Aviation Administration (FAA) des États-Unis a adopté en 2013 des règlements finaux en matière d'attestation et de qualification des nouveaux pilotes à l'intention des transporteurs aériens, en vertu desquels les pilotes sont tenus d'obtenir une ATPL ainsi qu'une qualification de type propre à un appareil donné. Les pilotes qui demandent une ATPL doivent dorénavant satisfaire à des exigences pratiques qui prévoient un recours plus important à la formation fondée sur la simulation, dont la formation tenant compte de conditions météorologiques défavorables, de bas régimes, de décrochages, de prévention et de récupération en cas de perte de contrôle et de vols à haute altitude. La FAA nous a autorisés officiellement à mettre en place le programme de formation à la licence de pilote de ligne à notre centre de formation de Dallas, et nous étendrons la capacité de formation selon l'augmentation des besoins. La FAA a également annoncé de nouvelles exigences réglementaires en matière de périodes de repos des membres d'équipage, lesquelles feront en sorte que les transporteurs auront besoin de membres d'équipage supplémentaires pour maintenir leurs activités. Nous sommes d'avis que ces nouvelles exigences donneront lieu à une demande accrue de formation fondée sur la simulation.

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

La croissance du trafic aérien se traduit par une demande accrue pour l'équipage de conduite, le personnel de cabine, le personnel de maintenance et le personnel au sol, ce qui propulse la demande de solutions de formation.

Dans le secteur de l'aviation commerciale, l'augmentation du trafic passagers est essentiellement tributaire du produit intérieur brut (PIB). Selon IHS Economics, le PIB mondial devrait augmenter à un rythme de 3,2 % au cours des 20 prochaines années et les marchés émergents devraient afficher une croissance de 5,2 % par année, distançant les grands marchés comme l'Europe et l'Amérique du Nord, dont la croissance moyenne s'établira à 2,2 %. Au cours des 20 dernières années, le trafic aérien a progressé à un taux moyen d'environ 5 %, et le secteur de l'aéronautique anticipe généralement que la croissance moyenne à long terme du trafic aérien demeurera d'environ 5 % par année au cours des deux prochaines décennies. Au cours de l'année civile 2014, le trafic passagers mondial a augmenté de 5,9 % par rapport à l'année civile 2013. Pour les trois premiers mois de l'année civile 2015, le trafic passagers a progressé de 6,1 % comparativement aux trois premiers mois de l'année civile 2014. Les marchés émergents continuent d'afficher la meilleure performance; le trafic passagers ayant progressé de 9,0 % en Asie, de 8,6 % au Moyen-Orient et de 6,2 % en Amérique latine, alors qu'il s'est accru de 5,0 % en Europe et de 3,0 % en Amérique du Nord.

Selon la FAA des États-Unis, le nombre total de vols d'avions d'affaires, qui comprend tous les vols intérieurs et internationaux, a progressé de 3,3 % au cours des 12 derniers mois. La poursuite de la reprise et la croissance à long terme de l'aviation d'affaires seront tributaires de la rentabilité des entreprises et de la conjoncture économique en général. Les facteurs déterminants du secteur de l'aviation sur hélicoptère sont semblables à ceux du secteur de l'aviation d'affaires, et la demande des exploitants d'hélicoptères en mer est tributaire du niveau d'activité extracôtière dans le secteur du pétrole et du gaz. Une baisse prolongée des prix du pétrole pourrait se répercuter sur l'activité extracôtière.

Des perturbations importantes comme une instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une récession prolongée ou d'autres événements mondiaux d'envergure sont autant de facteurs qui pourraient nuire à la croissance du trafic aérien.

Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés

La demande de professionnels de l'aviation est tributaire de la croissance du trafic aérien, du nombre de départs à la retraite de pilotes et des livraisons d'appareils. L'expansion des économies mondiales et des flottes des transporteurs s'est traduite par une pénurie de personnel qualifié nécessaire pour répondre à cette capacité croissante. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages et le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil. Le Professional Aviation Board of Certification (PABC) déclare que selon les prévisions du marché de l'industrie, quelque 20 000 nouveaux pilotes seront nécessaires chaque année à l'échelle mondiale pour soutenir une croissance annuelle moyenne de 5 % du trafic passagers au cours des 20 prochaines années. Pour soutenir cette croissance, le secteur de l'aéronautique devra se doter de solutions innovatrices qui satisferont aux besoins de formation d'une nouvelle génération, donnant lieu à une hausse de la demande de services et de produits de formation fondée sur la simulation.

Carnets de commandes et taux de livraison de nouveaux appareils

Les constructeurs OEM d'avions commerciaux continuent d'assumer un carnet de commandes record de plus de 14 000 appareils. Nous prévoyons que le rythme élevé et soutenu des livraisons d'appareils se traduira par le maintien d'une forte demande de produits de formation et aussi par une demande accrue de services. Ce carnet de commandes est composé en grande partie de plateformes d'appareils évoluées, ce qui propulse la demande de nouveaux types de solutions de formation et de dispositifs de formation fondée sur la simulation. Ces nouvelles plateformes et nouveaux programmes nous permettent de tirer parti de notre expertise technologique pour fournir des solutions de formation, dont les FFS de Série CAE 7000XR, les dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC}, et les programmes de formation complets, et d'étendre notre réseau afin de répondre aux besoins des compagnies aériennes en matière de formation.

Les constructeurs OEM de jets d'affaires ont annoncé leur intention de lancer de nouvelles plateformes dotées des dernières innovations technologiques visant à améliorer la performance et les avantages pour les exploitants, notamment le rayon d'action, la rapidité, l'efficacité, le confort et l'accessibilité de l'aviation d'affaires, dont les Bombardier Global 7000/8000, les Embraer Legacy 450 et 500, les Cessna Citation Latitude et Longitude, le Dassault Falcon 5X, les Gulfstream 500/600, le Cirrus SF50, le Pilatus PC-24 et le HondaJet de Honda.

Les livraisons de nouveaux appareils propulsent la demande pour des services et produits de formation; toutefois, les programmes pourraient subir des retards qui se répercuteraient sur les prises de commandes et les livraisons de FFS.

Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes

La concurrence est vive dans le secteur de l'aviation commerciale, ce qui oblige les exploitants à constamment mettre en œuvre des initiatives d'excellence opérationnelle et d'efficacité pour générer des rendements adéquats tout en maintenant les normes de sécurité les plus strictes qui soient et en cultivant la confiance des voyageurs. Il est de plus en plus intéressant pour les transporteurs de miser sur l'expertise en formation de partenaires dignes de confiance comme CAE pour combler les lacunes de plus en plus importantes entourant l'efficacité des capacités et pour gérer les questions de capacité des pilotes, l'évolution de la réglementation, le grand nombre de nouveaux programmes d'appareils et l'évolution rapide de l'environnement de formation. En s'associant à un fournisseur de formation comme CAE, les transporteurs ont immédiatement accès à une flotte internationale de simulateurs, des cours, des programmes et des instructeurs, et ils sont ainsi plus à même de mettre en place les flottes d'appareils qui répondent le mieux à leurs besoins.

MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ

Nous sommes un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense dans les secteurs aérien, terrestre et naval, ainsi que pour les organismes gouvernementaux et organisations de sécurité civile responsables de la sécurité publique.

Nous sommes un chef de file mondial de l'élaboration et de la livraison de solutions virtuelles de formation aéronautique intégrée destinées aux forces de défense. Notre expertise englobe un large éventail d'aéronefs, incluant des chasseurs, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des avions de patrouille maritime, des avions de ravitaillement et de transport de même que des systèmes aériens sans pilote (UAS). Nous offrons également des solutions de formation fondée sur la simulation aux forces terrestres et navales, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs, les tireurs et le personnel de maintenance de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, des solutions de simulation constructive pour la formation du personnel de commandement et d'état-major ainsi que des systèmes d'entraînement tactique à la guerre maritime. Nous fournissons des solutions de formation virtuelle aux organismes gouvernementaux et aux organisations de sécurité civile, notamment en matière de gestion des urgences et des catastrophes.

Nous sommes particulièrement bien placés en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, grâce à notre capacité d'offrir à nos clients une gamme complète de solutions innovatrices allant de la formation des pilotes aux répétitions de missions immersives et menées en coopération. En règle générale, nos solutions combinent services, produits et logiciels de formation de manière à maintenir et à améliorer la sécurité, l'efficacité, la préparation aux missions et les capacités à prendre des décisions. Nous avons une vaste expérience de la fourniture et de l'exploitation de solutions de formation dans une variété de modèles d'affaires, dont des installations appartenant au gouvernement et exploitées par celui-ci; des installations appartenant au gouvernement et exploitées par l'entreprise; et des installations appartenant à l'entreprise et exploitées par celle-ci. Nous offrons notamment des services d'analyse des besoins de formation, des services de conception de systèmes de formation, des systèmes de gestion de l'apprentissage, des installations spécialisées, du matériel de formation synthétique de pointe, des services d'élaboration de programmes de formation et de didacticiels, des services d'instruction en classe et d'entraînement sur simulateur, des services de maintenance et de soutien logistique, des services de gestion du cycle de vie et d'intégration technologique, ainsi que des solutions de financement.

Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 forces de défense dans environ 35 pays. Nous fournissons une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et d'entraînement sur simulateur dans plus de 80 établissements dans le monde, y compris ceux que nous détenons en coentreprise. Nous offrons de plus en plus notre expertise dans l'intégration des systèmes de formation en matière d'activités aériennes, terrestres, maritimes et de sécurité publique afin d'aider nos clients à créer une entreprise de formation intégrée et immersive. Nous offrons également un grand nombre de services professionnels fondés sur la modélisation et la simulation, et une gamme de solutions de soutien en service comme l'ingénierie des systèmes et la gestion du cycle de vie.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions de formation sur les marchés de la défense et de la sécurité est déterminée par les facteurs suivants :

- Réseau existant de plateformes de défense durables et nouveaux clients;
- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense de recourir davantage à la formation synthétique pour atténuer les pressions budgétaires;
- Intérêt de l'impartition des services de formation et de maintenance;
- Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris la formation de forces interarmées et de coalition;
- Relations avec les constructeurs OEM en matière de simulation et de formation;
- Recours à la modélisation et à la simulation pour l'analyse et la prise de décisions.

Réseau existant de plateformes de défense durables et nouveaux clients

Les budgets de défense subissent des pressions, surtout dans les marchés parvenus à maturité comme les États-Unis et l'Europe, ce qui pousse les forces militaires à maximiser l'utilisation de leurs plateformes existantes. Les mises à niveau, la modernisation et les programmes de prolongation de la durée d'utilité permettent aux forces de défense d'exploiter leurs actifs existants tout en créant un éventail d'occasions de mises à niveau de simulateurs et de services de soutien à la formation. Les plateformes durables comme l'avion de transport C-130J Hercules, qui est utilisé dans plus de 60 pays, constituent un solide réseau permettant de générer de nouvelles affaires. Grâce à son important réseau existant de simulateurs installés dans le monde et à son expérience des grandes plateformes durables, CAE est en excellente position pour assurer la mise à niveau et la modernisation récurrentes des produits de même que pour offrir des services de maintenance et de soutien.

Bien que les budgets des marchés occidentaux parvenus à maturité subissent des pressions, d'autres régions dans le monde profitent de l'occasion d'acquiescer des technologies occidentales qui leur permettent de moderniser et d'équiper leurs forces de défense. De plus en plus de possibilités proviennent de régions dont les budgets de la défense et de la sécurité sont en hausse, comme l'Asie et le Moyen-Orient. Bon nombre des possibilités provenant de ces régions sont liées à des plateformes durables que CAE connaît très bien, comme l'avion de transport C-130J Hercules, l'avion de patrouille maritime P-8A et un éventail de plateformes d'hélicoptères.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la formation synthétique pour atténuer les pressions budgétaires

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter la formation synthétique en raison de la plus grande efficacité, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs, des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur les plateformes de systèmes d'armes réelles et des coûts nettement plus faibles. La formation synthétique offre aux forces de défense un moyen économique de s'entraîner à toutes sortes de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Par exemple, l'U.S. Air Force (USAF) a de plus en plus recours à la simulation pour la formation des opérateurs de perche de l'avion-citerne KC-135, cette formation coûtant environ 20 000 \$ pour une mission de trois heures sur l'avion, comparativement à 1 000 \$ seulement dans un simulateur. Le coût élevé de la formation sur appareil et la volonté de réserver les appareils pour un usage opérationnel sont deux facteurs qui favorisent l'adoption plus généralisée de la formation synthétique. À l'inverse de l'aviation civile où le recours à la formation sur simulateur est courant, les forces de défense n'ont pas l'obligation réglementaire d'utiliser la formation synthétique. La nature de la formation axée sur les missions exige au moins un certain degré de formation sur appareil; cependant, la transition vers un recours accru à la formation synthétique va bon train. La U.S. Navy indique que la place réservée à la formation fondée sur la simulation sur certaines de ses plateformes d'appareils pourrait atteindre près de 50 % d'ici 2020. Étant donné les coûts élevés associés à l'exécution d'exercices de formation sur appareil, la plupart des forces de défense commencent à modifier l'équilibre entre la formation sur appareil et la formation virtuelle et constructive (informatisée) pour consacrer une plus grande partie du programme de formation à la simulation virtuelle et constructive. Pour réduire les coûts, l'armée américaine envisage de réduire l'utilisation de champs de tir réels et d'en transférer une partie à la simulation virtuelle et constructive, ce qui entraîne des possibilités pour les centres de formation, les services et les produits fondés sur la simulation.

Aux États-Unis, l'incertitude qui perdure quant au budget du gouvernement pour l'exercice et à la menace de séquestration budgétaire signifie que le calendrier des attributions de contrats demeurera difficile à anticiper, les services militaires américains tentant d'équilibrer capacité, compétences et préparation. Cette situation pourrait influencer sur la croissance à court terme de nos produits des activités ordinaires et de nos résultats; en revanche, notre bassin d'offres et de propositions actives est bien rempli, et nous sommes d'avis que l'entrave à la croissance n'est pas la taille du marché, mais plutôt le moment auquel l'approvisionnement aura lieu. En Europe, la rationalisation de la structure des forces armées et le recul des plans d'investissement futurs ont réduit le bassin de nouvelles occasions. L'adoption accrue de la formation fondée sur la simulation contrebalance toutefois la diminution de la taille des forces et du nombre de nouvelles plateformes.

Intérêt de l'impartition des services de formation et de maintenance

Les forces de défense et les gouvernements gèrent leurs dépenses pour trouver des moyens de réduire les coûts et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels, ce qui a un impact sur les budgets et les ressources de la défense. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'étudier l'impartition de divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Nous estimons que les gouvernements se tourneront de plus en plus vers l'industrie pour la prestation de services de formation parce que celle-ci peut souvent s'exécuter plus rapidement et préparer aux missions à moindres coûts et, dans certains cas, pour un investissement en capital moins élevé. Par exemple, en 2014, nous avons livré les deux premières unités d'une série de six dispositifs d'entraînement au vol pour la prestation de services d'entraînement des équipages du T-44C offerts par CAE à l'U.S. Navy et au Marine Corps, dans le cadre d'un contrat à long terme en vertu duquel CAE offre des services d'entraînement des équipages du T-44C aux termes d'un programme de services de formation appartenant à l'entreprise et exploité par celle-ci, l'un des premiers programmes en son genre aux États-Unis. Nous estimons que ce type de programme de prestation de services de formation deviendra de plus en plus intéressant pour les forces de défense dans le monde.

Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris la formation de forces interarmées et de coalition

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en matière d'entraînement aux missions. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions complètes dans un environnement synthétique, en complément à l'entraînement et aux exercices de préparation traditionnels. Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes sont de plus en plus importants étant donné que les forces de défense souhaitent de plus en plus effectuer des exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique. Par exemple, l'Aviation royale canadienne (ARC) a récemment annoncé sa Stratégie de simulation 2025, en vertu de laquelle elle se dotera d'un système combinant l'instruction réelle, virtuelle et constructive au sein d'un environnement synthétique commun connecté à un réseau. L'ARC modernisera son système d'instruction actuel axé sur les aéronefs au profit d'un système axé sur les technologies de simulation de pointe, ce qui permettra la création de l'aire de combat virtuelle. Nous préconisons activement les architectures de simulation ouvertes et standardisées, comme la base de données commune, ainsi que de nouvelles capacités comme l'environnement synthétique dynamique de CAE, qui facilitent les répétitions de missions et l'entraînement conjoint en réseau.

Relations avec les constructeurs OEM en matière de simulation et de formation

Nous nous allions à des constructeurs du secteur de la défense et de la sécurité en vue de renforcer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs OEM ont mis sur le marché de nouvelles plateformes et ils continuent de mettre à niveau et de prolonger la durée de vie des plateformes existantes, ce qui alimente la demande mondiale de systèmes de formation. Par exemple, Boeing a conçu le nouvel avion de patrouille maritime P-8A; Airbus Military a vendu et continue de commercialiser l'A330 MRTT et le C295 partout dans le monde; Lockheed Martin commercialise avec succès des variantes de l'avion de transport C-130J Hercules et du chasseur F-35; Alenia Aermacchi et BAE Systems vendent les avions d'entraînement M-346 et Hawk pour la formation initiale des pilotes de chasse; et AgustaWestland poursuit la conception d'un éventail d'hélicoptères comme l'AW139, l'AW169 et l'AW189. Nous avons des relations bien établies avec chacun des constructeurs OEM pour ces plateformes. Nous avons également conclu un protocole d'entente avec General Atomics Aeronautical Systems, le chef de file mondial de la fabrication de systèmes aériens sans pilote, dans le but d'offrir des solutions de formation sur les aéronefs télépilotes Predator de GA-ASI.

Recours à la modélisation et à la simulation pour l'analyse et la prise de décisions

La modélisation et la simulation servaient jusqu'à ce jour au soutien à la formation, mais elles sont maintenant de plus en plus appliquées dans l'ensemble du cycle de vie du programme, y compris pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions. Nous constatons que les gouvernements et les forces de défense cherchent à appliquer les environnements synthétiques fondés sur la simulation pour appuyer les programmes de recherche et de développement, la conception et l'essai des systèmes, l'analyse des renseignements, l'intégration et l'exploitation, ainsi que pour fournir les outils d'aide à la prise de décisions nécessaires au soutien à la planification des missions.

MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ

Nous concevons, fabriquons et commercialisons des simulateurs, des solutions de gestion de centres de simulation et des didacticiels pour la formation des étudiants en soins de santé et en soins paramédicaux ainsi que des cliniciens œuvrant dans des établissements d'enseignement, des hôpitaux et des organisations de défense partout dans le monde.

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les praticiens à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Nous mettons à contribution notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît rapidement avec des centres de simulation qui deviennent la norme dans les écoles de soins infirmiers et les écoles de médecine.

Nous offrons la gamme la plus variée de produits et de services de simulation médicale sur le marché, dont des simulateurs de patients, d'échographie et d'interventions (chirurgicales), des solutions de gestion de centres de simulation et des didacticiels destinés à l'éducation et à la formation en soins de santé. Nous avons vendu des simulateurs à des clients dans plus de 80 pays qui sont actuellement desservis par notre réseau en Allemagne, en Australie, au Brésil, au Canada, aux États-Unis, en Hongrie, en Inde, au Royaume-Uni et à Singapour. Nous sommes le chef de file du marché des simulateurs de patients haute fidélité qui sont uniques, grâce à nos modèles de physiologie humaine complexes simulant les réactions humaines aux interventions cliniques. Notre plus récente innovation, un simulateur d'accouchement permettant de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi qu'à être prêts à faire face à des urgences maternelles rares, a été conçue pour conjuguer fiabilité et réalisme exceptionnels sur le marché des simulateurs de patients haute fidélité. Nous offrons notamment des services et un soutien continu, tels que des solutions de gestion de centres de simulation pour la formation en soins santé, où nous sommes chef de file sur le marché. Par l'intermédiaire de notre Académie Santé, nous sommes la seule société à offrir de la formation entre pairs aux établissements des clients ainsi qu'à nos centres de formation aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et au Canada. Notre Académie Santé compte un corps professoral de plus de 50 personnes, y compris des infirmiers, des médecins, des ambulanciers et des échographistes, lesquels, en collaboration avec des établissements de santé de premier plan, ont élaboré plus de 500 trousse de didacticiels d'apprentissage simulé en milieu clinique à l'intention de nos clients. Notre équipe OEM livre des solutions de formation adaptées aux fabricants d'appareils médicaux et a tout récemment mis au point un simulateur d'intervention spécialisée permettant aux médecins de s'exercer à positionner la pompe cardiaque Impella d'AbioMed, sous fluoroscopie et échographie.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos produits et services de simulation sur le marché des soins de santé est déterminée par les facteurs suivants :

- Utilisation de plus en plus importante de la simulation dans le secteur des soins de santé;
- Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients;
- Accès limité à de vrais patients pendant la formation;
- Révolution dans le domaine des technologies médicales.

Utilisation de plus en plus importante de la simulation dans le secteur des soins de santé

Une étude récente du marché mondial des soins de santé fondés sur la simulation, portant sur les produits et les services, établit à environ 860 millions \$ la valeur du marché en 2014 et indique que ce marché devrait s'accroître à un taux de croissance annuel composé de 19,1 % de 2014 à 2019. L'Amérique du Nord est le plus important marché des soins de santé fondés sur la simulation, suivie de l'Europe et de l'Asie-Pacifique. Le marché des soins de santé fondés sur la simulation comprend à la fois des produits et des services dans les catégories suivantes : simulateurs de patients haute fidélité, simulateurs d'interventions, dispositifs de formation aux tâches moyenne ou basse fidélité, simulateurs d'échographie, solutions de gestion de centres de simulation, environnements cliniques simulés et services de formation. Aux États-Unis, une demande importante des services de soins de santé découle notamment de l'augmentation de l'espérance de vie et de la génération du baby-boom, ce qui a entraîné une hausse des dépenses en soins de santé. Les Centers for Medicare and Medicaid Services (CMS) des États-Unis estiment à 5,8 % la croissance annuelle des dépenses nationales en soins de santé pour les 10 prochaines années. Les hôpitaux sont de plus en plus incités à être plus sécuritaire et à améliorer leur efficacité, ce qui stimule la demande pour la formation. Des éléments de plus en plus nombreux démontrent que la simulation médicale améliore les résultats sur les patients et réduit les erreurs médicales, ce qui peut contribuer à atténuer le taux d'augmentation du coût des soins de santé.

Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients

Selon une étude récemment publiée dans le *Journal of Patient Safety*, jusqu'à 440 000 personnes meurent chaque année aux États-Unis en raison d'événements indésirables évitables survenus pendant leur traitement, ce qui en fait la troisième plus importante cause de décès. Dans le cadre d'une étude, l'International Society for Pharmacoeconomics and Outcomes Research évalue à plus de 1 milliard \$ le coût mesurable des erreurs médicales pour les hôpitaux américains en 2009. Grâce à la formation fondée sur la simulation, les cliniciens peuvent accroître leur confiance, leurs connaissances et leur expertise en vue d'améliorer la sécurité des patients dans un environnement sans risque. La simulation est un élément nécessaire d'un mouvement croissant vers l'évaluation et la certification à enjeux élevés, notamment, aux États-Unis, en matière de maintien de la certification en anesthésie (MOCA), d'éléments de chirurgie par laparoscopie (FLS) et de soins avancés de réanimation traumatologique (ATLS). En outre, l'Accreditation Council for Graduate Medical Education (ACGME) évolue vers une évaluation axée sur les résultats ayant des critères précis d'évaluation et de comparaison de la performance, ce qui favorise l'adoption de produits et de formation fondés sur la simulation.

Accès limité à de vrais patients pendant la formation

L'éducation médicale a toujours été une formation d'apprenti dans le cadre de laquelle l'étudiant administre des soins aux patients sous la supervision d'une personne plus expérimentée. Ainsi, les étudiants jouent un rôle plus limité et font moins souvent face à des interventions risquées, à des complications rares et à des décisions critiques. Le recours à la simulation dans le cadre des programmes de formation professionnelle complète l'apprentissage classique, expose les étudiants à des événements risqués peu fréquents et leur permet de développer leurs compétences cliniques et leur sens critique. Par exemple, notre simulateur maternel/fœtal Fidelis Lucina est conçu pour permettre aux équipes médicales de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi que des procédures complexes associées à des urgences rares. Le modèle de formation et d'éducation est en évolution, comme l'ont montré les corps militaires dans le monde et, tout récemment, le Pentagone américain, qui ont dans la plupart des cas interdit d'effectuer des tests sur des tissus vivants dans le cadre de la formation médicale. Les simulateurs de CAE Santé représentent une solution alternative peu risquée en matière de procédures d'intervention pour sauver des vies, de réponse à une catastrophe majeure et d'administration d'anesthésie.

Révolution dans le domaine des technologies médicales

L'évolution des technologies médicales favorise l'utilisation de la simulation. Les nouveaux dispositifs médicaux et les procédures de pointe, comme l'échographie intracardiaque, les dispositifs d'assistance cardiaque et l'amélioration des techniques de ventilation mécanique, nécessitent des solutions de formation évoluées, comme la simulation, pour l'élaboration de produits à l'interne et la formation des clients. Les organismes de réglementation et de certification resserrent constamment leurs exigences voulant que les cliniciens soient formés avant l'adoption de bouleversements technologiques, tâche pour laquelle la simulation est parfaitement adaptée. En notre qualité de partenaire de choix des principaux constructeurs OEM, nous continuons de collaborer à la livraison de formation innovatrice et adaptée visant les nouvelles technologies, comme pour la pompe cardiaque Impella d'AbioMed.

3.5 Variations du change

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	2015	2014	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,27	1,11	14 %
Euro (€)	1,36	1,52	(11) %
Livre sterling (£)	1,88	1,84	2 %

Les taux de change moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	2015	2014	Augmentation
Dollar américain (\$ US)	1,14	1,05	9 %
Euro (€)	1,44	1,41	2 %
Livre sterling (£)	1,83	1,68	9 %

Pour l'exercice 2015, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une augmentation de 77,4 millions \$ des produits des activités ordinaires et par une augmentation de 4,4 millions \$ du résultat net par rapport à l'exercice 2014. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère de l'exercice aux taux de change mensuels moyens de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour l'exercice écoulé.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois de nos champs d'activité :

– **Notre réseau d'établissements de formation et de services à l'étranger**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par nos établissements de formation et de services à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette et le montant net des investissements de ces établissements. Les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans le poste des différences de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), qui est présenté dans la section capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement l'état consolidé du résultat net de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– **Nos activités de production hors du Canada (Allemagne, Australie, États-Unis, Inde et Royaume-Uni)**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par ces établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et d'équipement qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens, comme nous l'expliquons plus haut.

– **Nos activités de production au Canada**

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les soldes de trésorerie, créances et dettes fournisseurs libellées en monnaies étrangères), une part importante de nos produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), alors qu'une part importante de nos dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à atténuer notre exposition au risque de change.

A cette effet, nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon à ce que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. Or, puisque nos produits des activités ordinaires ne sont pas couverts dans leur intégralité, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur l'état consolidé du résultat net. Cette exposition résiduelle peut être plus élevée si les monnaies affichent une importante volatilité à court terme. En ce qui concerne le solde des produits des activités ordinaires futurs prévus, nos activités au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts comptabilisés en livres sterling et en euros, nous effectuons également des transactions de couverture de coûts libellés en monnaies étrangères de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

Analyse de sensibilité

Nous avons réalisé une analyse de sensibilité en vue de déterminer l'effet à court terme des variations du change. Aux fins de cette analyse de sensibilité, nous avons évalué les sources des produits des activités ordinaires et des charges libellés en devises et déterminé que le risque de change sur une base consolidée se manifestait principalement dans deux secteurs, à savoir :

- Les produits des activités ordinaires et les charges en devises liés à nos activités de fabrication au Canada – nous prenons des couvertures sur une partie des risques;
- La conversion des opérations en devises à l'étranger. Le risque couru à cet égard concerne principalement notre résultat opérationnel.

Dans un premier temps, nous avons calculé les produits des activités ordinaires et les charges de nos activités canadiennes par devise en vue d'établir le résultat opérationnel dans chaque devise. Nous en avons ensuite soustrait le montant des produits des activités ordinaires faisant l'objet d'une couverture pour arriver au risque net par devise. Puis, nous avons ajouté le risque net des établissements à l'étranger pour arriver au risque de change consolidé pour chacune des devises.

Enfin, nous avons réalisé une étude de sensibilité visant à déterminer l'effet qu'aurait une dépréciation de 1 cent du dollar canadien par rapport à chacune des trois autres devises. Le tableau ci-après présente l'effet attendu de cette variation (après impôt) sur nos produits des activités ordinaires et notre résultat opérationnel annuels, ainsi que notre risque net :

Risque (<i>montants en millions</i>)	Produits des activités ordinaires	Résultat opérationnel	Couverture	Risque net
Dollar américain (\$ US)	11,5 \$	3,1 \$	(2,5) \$	0,6 \$
Euro (€)	3,4	0,4	(0,2)	0,2
Livre sterling (£)	1,5	0,1	(0,1)	0,0

Un raffermissement probable de 1 cent du dollar canadien aurait l'effet contraire.

3.6 Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information utile mais peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Carnet de commandes

La valeur des commandes engagées est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'une commande fait partie des commandes engagées dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties, et prenons en compte la valeur des produits des activités ordinaires attendus. Les produits des activités ordinaires provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'une commande fait partie des commandes engagées dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période et certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un contrat dans les commandes engagées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires, et celles-ci ne sont donc pas reflétées dans le carnet de commandes.

Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus.

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options négociées non exercées dont la probabilité d'exercice est, à notre avis, élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

Le carnet de commandes total comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises et les commandes non financées.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance)

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Le ratio dette nette/capital correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités opérationnelles maintenues, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que les actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente).

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel des activités poursuivies dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes et la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence.

Nombre équivalent de simulateurs

Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel

Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le ROS correspond au résultat opérationnel sectoriel, compte tenu de la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence, mais abstraction faite du montant net des charges financières, de l'impôt sur le résultat et des autres éléments non précisément liés à la performance du secteur.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure opérationnelle que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de formation fondée sur la simulation. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

4. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

4.1 Résultat opérationnel – quatrième trimestre de l'exercice 2015

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T4-2015	T3-2015	T2-2015	T1-2015	T4-2014
Produits des activités ordinaires	631,6	559,1	529,4	526,2	575,7 \$
Coût des ventes	449,6	410,1	393,2	389,7	415,7 \$
Marge brute ³	182,0	149,0	136,2	136,5	160,0 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	28,8	26,6	25,7	25,9	27,8 %
Frais de recherche et de développement ³	19,5	13,6	16,6	14,4	19,5 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	69,4	70,8	60,5	63,9	70,0 \$
Autres profits – montant net	(5,6)	(10,7)	(0,2)	(3,8)	(8,1) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	(6,7)	(7,6)	(13,5)	(9,7)	(8,1) \$
Résultat opérationnel des activités poursuivies ³	105,4	82,9	72,8	71,7	86,7 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	16,7	14,8	13,8	13,6	15,1 %
Produits financiers	(2,3)	(3,3)	(2,1)	(2,1)	(2,3) \$
Charges financières	20,6	21,1	20,4	18,6	18,7 \$
Charges financières – montant net	18,3	17,8	18,3	16,5	16,4 \$
Résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées	87,1	65,1	54,5	55,2	70,3 \$
Charge d'impôt sur le résultat	20,2	13,1	12,9	11,6	10,5 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées (taux d'imposition)</i>	23	20	24	21	15 %
Résultat des activités poursuivies	66,9	52,0	41,6	43,6	59,8 \$
Résultat des activités abandonnées	0,8	0,9	0,9	(2,0)	0,1 \$
Résultat net	67,7	52,9	42,5	41,6	59,9 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	63,3	52,1	42,0	43,8	59,9 \$
Activités abandonnées	0,8	0,9	0,9	(2,0)	0,1 \$
	64,1	53,0	42,9	41,8	60,0
Participations ne donnant pas le contrôle	3,6	(0,1)	(0,4)	(0,2)	(0,1) \$
	67,7	52,9	42,5	41,6	59,9 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué – activités poursuivies	0,24	0,20	0,16	0,17	0,23 \$
De base et dilué – activités abandonnées	-	-	-	(0,01)	- \$
	0,24	0,20	0,16	0,16	0,23 \$

Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse de 13 % par rapport au trimestre précédent et de 10 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014

Les produits des activités ordinaires poursuivies sont en hausse de 72,5 millions \$ par rapport à ceux du trimestre précédent. Cette augmentation est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont augmenté de 45,5 millions \$, soit 14 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires provenant de l'Amérique du Nord et de l'Europe découlant des taux accrus d'utilisation des simulateurs et de l'augmentation des niveaux de production de notre usine de fabrication traduisant la progression des nouvelles commandes. Les produits des activités ordinaires ont également bénéficié de l'incidence favorable des variations du change découlant du raffermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 19,0 millions \$, soit 9 %, principalement en raison de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, de l'augmentation des produits des activités ordinaires découlant de l'achèvement de certains programmes nord-américains et d'une augmentation du niveau d'activité à l'égard des programmes australiens, ces facteurs ayant été annulés en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 8,0 millions \$, soit 38 %, en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres de simulation découlant de l'augmentation du nombre de systèmes livrés ce trimestre ainsi que de l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients. L'augmentation est également attribuable à l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

³ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Les produits des activités ordinaires poursuivies ont augmenté de 55,9 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont augmenté de 44,1 millions \$, soit 14 %, principalement en raison de la hausse des niveaux de production de notre usine de fabrication, de l'apport des simulateurs additionnels déployés dans notre réseau, de l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés de nos activités de placement de membres d'équipage et de la demande de formation accrue en Amérique du Nord et en Europe. Les produits des activités ordinaires ont également bénéficié de l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain, neutralisée en partie par l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar canadien;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 7,4 millions \$, soit 34 %, ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients et des solutions de gestion de centres de simulations. L'augmentation s'explique également par l'incidence favorable des variations du change traduisant l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 4,4 millions \$, soit 2 %, essentiellement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens et de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par le recul des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Résultat opérationnel des activités poursuivies en hausse de 22,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 18,7 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014

Le résultat opérationnel des activités poursuivies s'est établi à 105,4 millions \$ ce trimestre, soit 16,7 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 82,9 millions \$, soit 14,8 % des produits des activités ordinaires, au trimestre précédent et à 86,7 millions \$, soit 15,1 % des produits des activités ordinaires, au quatrième trimestre de l'exercice 2014.

Le résultat opérationnel a augmenté de 27 % par rapport au trimestre précédent. Le résultat opérationnel sectoriel⁴ a augmenté de 10,9 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité, de 8,0 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et de 3,6 millions \$ pour le secteur Santé.

Le résultat opérationnel a augmenté de 22 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014. Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 11,5 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité, de 3,8 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et de 3,4 millions \$ pour le secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières en hausse de 0,5 million \$ par rapport au trimestre précédent et de 1,9 million \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la diminution du produit d'intérêts, neutralisée en partie par la baisse des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances.

La hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014 s'explique essentiellement par l'augmentation des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances et aux obligations de R-D.

Taux d'imposition de 23 % ce trimestre

Pour ce trimestre, l'impôt sur le résultat s'est chiffré à 20,2 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 23 %, comparativement à 20 % au trimestre précédent et à 15 % au quatrième trimestre de l'exercice 2014.

L'augmentation du taux d'imposition par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par les variations du change ayant donné lieu à des passifs d'impôt différé, par des ajustements et cotisations d'impôt, et par le règlement de contrôles fiscaux.

L'augmentation du taux d'imposition par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014 s'explique essentiellement par des variations du change ayant donné lieu à des passifs d'impôt différé, par des ajustements et cotisations d'impôt, par le règlement de contrôles fiscaux et par un changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions.

⁴ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

4.2 Résultat opérationnel – exercice 2015

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	Exercice 2015	Exercice 2014
Produits des activités ordinaires	2 246,3	2 077,9 \$
Coût des ventes	1 642,6	1 512,8 \$
Marge brute	603,7	565,1 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	26,9	27,2 %
Frais de recherche et de développement	64,1	67,7 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	264,6	259,3 \$
Autres profits – montant net	(20,3)	(21,2) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	(37,5)	(30,0) \$
Résultat opérationnel des activités poursuivies	332,8	289,3 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	14,8	13,9 %
Produits financiers	(9,8)	(9,6) \$
Charges financières	80,7	80,5 \$
Charges financières – montant net	70,9	70,9 \$
Résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées	261,9	218,4 \$
Charge d'impôt sur le résultat	57,8	29,0 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées (taux d'imposition)</i>	22	13 %
Résultat des activités poursuivies	204,1	189,4 \$
Résultat des activités abandonnées	0,6	1,7 \$
Résultat net	204,7	191,1 \$
Attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		
Activités poursuivies	201,2	188,3 \$
Activités abandonnées	0,6	1,7 \$
	201,8	190,0
Participations ne donnant pas le contrôle	2,9	1,1 \$
	204,7	191,1 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		
De base et dilué – activités poursuivies	0,76	0,72 \$
De base et dilué – activités abandonnées	-	0,01 \$

Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse de 8 %, soit 168,4 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Les produits des activités ordinaires poursuivies ont progressé par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont augmenté de 117,9 millions \$, soit 10 %, principalement en raison de l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain, de la livre sterling et de l'euro par rapport au dollar canadien, de l'apport des simulateurs additionnels déployés dans notre réseau, de l'augmentation des niveaux de production de notre usine de fabrication et de la hausse des produits des activités ordinaires tirés de nos activités de placement de membres d'équipage;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 35,4 millions \$, soit 4 %, essentiellement en raison de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger et de la progression des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens. La hausse a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains découlant du niveau d'activité accru à l'égard des programmes en voie d'achèvement à l'exercice précédent;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 15,1 millions \$, soit 19 %, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients, en grande partie grâce à notre simulateur maternel/fœtal, par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres de simulation en raison de la progression du nombre de systèmes livrés et du lancement de nouveaux produits ainsi que par l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Marge brute en hausse de 38,6 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La marge brute s'est établie à 603,7 millions \$ pour l'exercice, soit 26,9 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 565,1 millions \$, soit 27,2 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent. En pourcentage des produits des activités ordinaires, la marge brute est demeurée stable par rapport à l'exercice précédent.

Résultat opérationnel des activités poursuivies en hausse de 43,5 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel des activités poursuivies s'est élevé à 332,8 millions \$ pour l'exercice écoulé, soit 14,8 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 289,3 millions \$, soit 13,9 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 43,5 millions \$, soit 15 %, par rapport à l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 30,7 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 7,8 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité et de 5,0 millions \$ pour le secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières de 70,9 millions \$, ce qui est stable par rapport à l'exercice précédent

<i>(montants en millions)</i>	Exercice 2014 à exercice 2015
Charges financières de la période précédente, montant net	70,9 \$
Variation des charges financières depuis la période précédente :	
Augmentation des charges financières liées à la dette à long terme (hormis les contrats de location-financement)	2,6 \$
Augmentation des charges financières liées aux contrats de location-financement	0,2
Diminution des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances	(0,2)
Diminution des autres charges financières	(1,7)
Diminution des coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(0,7)
Augmentation des charges financières depuis la période précédente	0,2 \$
Variation des produits financiers depuis la période précédente :	
Augmentation du produit d'intérêts sur les prêts et créances	(0,4) \$
Diminution des autres produits financiers	0,2
Augmentation des produits financiers depuis la période précédente	(0,2) \$
Charges financières de la période courante, montant net	70,9 \$

Taux d'imposition de 22 % pour l'exercice écoulé

Pour l'exercice, l'impôt sur le résultat s'est chiffré à 57,8 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 22 %, comparativement à 13 % pour l'exercice précédent.

L'augmentation du taux d'imposition par rapport à l'exercice 2014 est principalement attribuable à des variations du change ayant donné lieu à des passifs d'impôt différé de même qu'à une décision favorable rendue par la Cour d'appel fédérale l'an dernier à l'égard du traitement fiscal de l'amortissement et de la vente de simulateurs au Canada.

4.3 Résultat des activités abandonnées

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2015, nous avons décidé de vendre notre entreprise du secteur minier (CAE Mines), qui était prise en compte dans l'ancien secteur Nouveaux marchés principaux, afin de concentrer nos ressources et nos investissements en capital dans des occasions de croissance ciblées pour nos trois autres secteurs principaux : Solutions de formation pour l'aviation civile, Défense et sécurité, et Santé. CAE Mines livre des produits et des services dans l'ensemble de la chaîne de valeur minière. Conformément aux exigences d'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, les produits des activités ordinaires et les charges liés à CAE Mines ont été classés et présentés séparément en tant qu'activités abandonnées dans nos états financiers consolidés, et les résultats des deux exercices antérieurs ont été retraités en conséquence.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, les produits des activités ordinaires tirés de CAE Mines se sont établis à 34,6 millions \$, en baisse de 2,4 millions \$, soit 6 %, par rapport à l'exercice précédent. La diminution par rapport à l'exercice précédent s'explique d'abord et avant tout par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des services de consultation, neutralisée en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'exploitation minière et des licences de logiciels.

Le résultat des activités abandonnées a été un bénéfice de 0,6 million \$ pour l'exercice écoulé, en baisse de 1,1 million \$ par rapport à l'exercice précédent. Le fléchissement s'explique essentiellement par la diminution des produits des activités ordinaires et par l'évaluation à la juste valeur de certains actifs détenus en vue de la vente, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la diminution de la dotation aux amortissements et par la baisse des frais d'administration.

4.4 Prises de commandes consolidées et carnet de commandes total

La valeur de notre carnet de commandes consolidé total était de 5 357,2 millions \$ à la fin de l'exercice 2015, en hausse de 7 % par rapport à l'exercice précédent. De nouvelles commandes de 2 361,2 millions \$ ont été ajoutées pour l'exercice écoulé, neutralisées en partie par les produits des activités ordinaires de 2 246,3 millions \$ tirés de nos commandes engagées. L'ajustement de 33,6 millions \$ s'explique essentiellement par les variations du change, neutralisées en partie par la résiliation d'un contrat en Amérique du Nord et par la réévaluation de certains contrats du secteur Défense et sécurité. Notre carnet de commandes des coentreprises⁵ s'est établi à 607,8 millions \$ et nos commandes non financées⁵, à 395,3 millions \$.

Carnet de commandes total en hausse de 7 % par rapport à l'exercice précédent

<i>(montants en millions)</i>	Exercice 2015	Exercice 2014
Commandes engagées en début de période	4 205,6 \$	3 717,8 \$
+ commandes	2 361,2	2 343,3
- produits des activités ordinaires	(2 246,3)	(2 077,9)
+/- ajustements	33,6	222,4
Commandes engagées en fin de période	4 354,1 \$	4 205,6 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	607,8	392,5
Commandes non financées	395,3	406,7
Carnet de commandes total	5 357,2 \$	5 004,8 \$

Pour l'exercice 2014, les ajustements s'expliquent essentiellement par l'incidence favorable des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,05. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,05.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

⁵ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

5. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Durant le premier trimestre de l'exercice 2015, nous avons modifié nos secteurs opérationnels. Cette décision découle des changements apportés à la structure organisationnelle en vue de faire correspondre nos secteurs opérationnels et notre approche commerciale articulée sur des solutions intégrées. Cette information reflète la façon dont la direction mesure la rentabilité et la performance ainsi que notre méthode d'attribution des ressources. En conséquence, nous sommes d'avis que l'information présentée est plus pertinente puisqu'elle correspond mieux à la façon dont les opérations sont gérées à l'interne.

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre trois secteurs :

- Solutions de formation pour l'aviation civile;
- Défense et sécurité;
- Santé.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat opérationnel sectoriel sont présentés en ordre de grandeur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat opérationnel sectoriel

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	Exercice 2015	Exercice 2014	T4-2015	T3-2015	T2-2015	T1-2015	T4-2014
Solutions de formation pour l'aviation civile	210,5	179,8	61,8	53,8	45,4	49,5	58,0 \$
	16,3	15,3	16,8	16,7	15,3	16,0	17,9 %
Défense et sécurité	115,6	107,8	39,5	28,6	25,6	21,9	28,0 \$
	13,5	13,1	16,8	13,3	12,2	11,1	12,2 %
Santé	6,7	1,7	4,1	0,5	1,8	0,3	0,7 \$
	7,1	2,1	14,0	2,3	7,4	1,5	3,2 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total	332,8	289,3	105,4	82,9	72,8	71,7	86,7 \$

Capital utilisé⁶

<i>(montants en millions)</i>	31 mars 2015	31 décembre 2014	30 septembre 2014	30 juin 2014	31 mars 2014
Solutions de formation pour l'aviation civile	1 984,2	1 887,7	1 879,4	1 795,8	1 776,3 \$
Défense et sécurité	675,5	661,8	619,6	590,4	567,3 \$
Santé*	206,5	191,4	188,7	181,1	181,6 \$
	2 866,2	2 740,9	2 687,7	2 567,3	2 525,2 \$

* Les chiffres des périodes comparatives ne tiennent pas compte des actifs nets des activités abandonnées du secteur minier.

⁶ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

5.1 Solutions de formation pour l'aviation civile

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2015

Expansions

- Nous avons signé une entente de coentreprise avec Japan Airlines (JAL) en vue de fournir des services de formation du personnel de cabine en Asie du Nord-Est, où les activités de formation de JAL ont lieu depuis avril 2015;
- Lufthansa Flight Training et nous avons annoncé la création d'une coentreprise, exploitée sous le nom de Flight Training Alliance, afin de fournir des services de formation aux pilotes et au personnel de cabine de l'avion CSeries de Bombardier. Bombardier a nommé Flight Training Alliance fournisseur exclusif et approuvé de formation pour l'avion CSeries dans le monde entier;
- Nous avons conclu une entente de coentreprise avec Shanghai Eastern Flight Training Co., Ltd, filiale de China Eastern Airlines, dans le cadre de laquelle nous formerons plus de 650 élèves-pilotes au cours des cinq prochaines années;
- Nous avons annoncé la prochaine étape de l'expansion de notre réseau de formation au Moyen-Orient, où nous déploierons plusieurs FFS, notamment pour le Dassault Falcon 5X, le Boeing 747-8, le Boeing 787 et les plateformes de Bombardier, de Gulfstream, de Bell et de Sikorsky. Dans le cadre de cette expansion, notre coentreprise Emirates-CAE Flight Training doublera la capacité de formation des pilotes fondée sur la simulation de sa deuxième installation de formation à Dubai;
- Nous avons ouvert un nouveau centre de formation pour l'aviation d'affaires situé près de Dallas Fort Worth (États-Unis) et ajouté de nouveaux programmes de formation de pilotes à notre installation existante de Dallas. Il s'agit du plus grand campus de formation au monde avec ses 40 simulateurs, 114 salles de classe et 80 salles de briefing;
- Nous avons annoncé l'ajout du jet d'affaires Bombardier Challenger 350 à notre réseau de fournisseurs de services de formation autorisé (ATP), qui offre des services de formation au vol et de formation technique par l'intermédiaire de nos instructeurs, de notre infrastructure et de nos simulateurs, et nous offrons maintenant les programmes de formation au pilotage et à la maintenance pour les avions Bombardier Global Express et Global Express XRS dans notre centre de formation de New York, situé à Morristown (États-Unis);
- Nous avons annoncé l'élargissement de notre réseau grâce à l'ajout d'un centre de formation à Bogota, en Colombie, où nous installerons un simulateur de vol A320 de Série CAE 7000 au cours de l'année civile 2015.

Nouveaux programmes et produits

- Líder Aviação et nous avons lancé un nouveau programme de formation de pilotes d'hélicoptères à São Paulo, au Brésil, à l'intention des exploitants de l'hélicoptère Sikorsky S-92. Le programme de formation sur S-92 est un prolongement de la coentreprise entre CAE et Líder, et soutiendra la formation au vol pour tous les pilotes de S-92 de Líder;
- Bombardier Aéronautique a annoncé qu'elle a retenu nos services comme fournisseur de services de formation autorisé au pilotage sur les avions régionaux de la gamme CRJ de Bombardier qui comprend les avions CRJ100/CRJ200, CRJ700 NextGen, CRJ900 NextGen et CRJ1000 NextGen. Aux termes de l'accord, les instructeurs de CAE donneront des cours de formation au pilotage des avions de la série CRJ partout dans le monde;
- Notre coentreprise ECFT a annoncé, avec flydubai, qu'elle fournira un programme de formation représentant une occasion pour les pilotes professionnels ayant peu d'heures de vol d'accumuler le nombre d'heures de vol requis et d'obtenir une qualification de type;
- Nous avons inauguré le premier simulateur de vol de série CAE 7000XR au monde à la Middle East Aviation Academy à Beyrouth (Liban).

COMMANDES

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 398,0 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 10 FFS.

Contrats portant sur la fourniture de FFS obtenus au cours du trimestre :

- Un FFS Bombardier Q400 à WestJet Encore;
- Un simulateur d'avion à turbopropulseurs L410 d'Aircraft Industries au centre de formation aéronautique tchèque;
- Un FFS Airbus A350 à China Airlines;
- Deux FFS Boeing 737-800 à Southwest Airlines;
- Cinq FFS à des clients dont l'identité demeure confidentielle.

Pour l'exercice écoulé, le secteur Civil a enregistré des commandes portant sur la fourniture de 41 FFS.

Autres principaux contrats obtenus au cours du trimestre :

- Un nouveau contrat sur 10 ans avec Mesa Airlines, Inc. pour des services de formation des pilotes;
- Un nouveau contrat à long terme avec le transporteur à rabais VivaColombia pour des services de formation des pilotes;
- Un renouvellement de contrat à long terme et un nouveau contrat avec BA CityFlyer pour des services de formation des pilotes;
- Un renouvellement de contrat à long terme avec Jet Time A/S pour des services de formation des pilotes;
- Un nouveau contrat à long terme avec Blue1 Ltd pour des services de formation des pilotes;
- Un nouveau contrat avec Aeroméxico Connect pour des services de formation des pilotes.

Résultats financiers

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES, les FFS déployés et le taux d'utilisation)

	Exercice 2015	Exercice 2014	T4-2015	T3-2015	T2-2015	T1-2015	T4-2014	
Produits des activités ordinaires	1 294,6	1 176,7	367,6	322,1	296,0	308,9	323,5	\$
Résultat opérationnel sectoriel	210,5	179,8	61,8	53,8	45,4	49,5	58,0	\$
Marges opérationnelles	16,3	15,3	16,8	16,7	15,3	16,0	17,9	%
Dotation aux amortissements	120,1	110,5	30,8	31,0	29,5	28,8	29,3	\$
Dépenses en immobilisations corporelles	111,3	128,3	29,4	25,1	28,5	28,3	57,0	\$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	40,6	40,4	8,8	11,5	9,3	11,0	12,0	\$
Capital utilisé	1 984,2	1 776,3	1 984,2	1 887,7	1 879,4	1 795,8	1 776,3	\$
Carnet de commandes total	2 903,3	2 424,8	2 903,3	2 586,1	2 415,9	2 414,7	2 424,8	\$
Unités NES ⁷	197	191	201	200	196	192	194	
FFS déployés	256	239	256	246	245	241	239	
Taux d'utilisation ⁷	68	68	70	68	62	72	71	%

Produits des activités ordinaires en hausse de 14 % par rapport au trimestre précédent et de 14 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires en provenance de l'Amérique du Nord et de l'Europe découlant des taux d'utilisation de simulateurs plus élevés et de la hausse des niveaux de production de notre usine de fabrication traduisant la progression des nouvelles commandes. Les produits des activités ordinaires ont également bénéficié de l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

La hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014 s'explique essentiellement par la hausse des niveaux de production de notre usine de fabrication, l'apport des simulateurs additionnels déployés dans notre réseau de même que la hausse des produits des activités ordinaires tirés de nos activités de placement de membres d'équipage et de la demande de formation en Amérique du Nord et en Europe. Les produits des activités ordinaires ont également bénéficié de l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain, neutralisée en partie par l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar canadien.

Produits des activités ordinaires de 1 294,6 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 10 %, soit 117,9 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

La hausse traduit essentiellement l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain, de la livre sterling et de l'euro par rapport au dollar canadien, l'apport des simulateurs additionnels déployés dans notre réseau, la hausse des niveaux de production de notre usine de fabrication et l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés de nos activités de placement de membres d'équipage.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 15 % par rapport au trimestre précédent et de 7 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 61,8 millions \$ (16,8 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 53,8 millions \$ (16,7 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 58,0 millions \$ (17,9 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2014.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 8,0 millions \$, soit 15 %, par rapport au trimestre précédent. L'augmentation est principalement attribuable aux taux d'utilisation accrus des simulateurs en Amérique du Nord et en Europe, à l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger et aux profits sur la cession partielle de certaines participations dans des investissements. La hausse a été neutralisée en partie par une combinaison moins favorable de programmes, par des produits des activités ordinaires plus élevés au trimestre précédent du fait de la compensation au titre de la résiliation d'une entente de services avec un client comptabilisée durant cette période et par l'incidence défavorable des variations du change du fait de la réévaluation de certains éléments du fonds de roulement, ce qui est principalement attribuable à la variation du real brésilien.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 3,8 millions \$, soit 7 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014. L'augmentation découle en grande partie de l'apport des simulateurs additionnels déployés dans notre réseau, de la demande accrue de services de formation en Amérique du Nord et en Europe ainsi que des profits comptabilisés sur la cession partielle de certaines participations dans des investissements. L'augmentation a été neutralisée en partie par une combinaison moins favorable de programmes, par la réalisation, à l'exercice précédent, de profits sur la cession d'actifs et par l'incidence défavorable des variations du change du fait de la réévaluation de certains éléments du fonds de roulement.

⁷ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Résultat opérationnel sectoriel de 210,5 millions \$, en hausse de 17 %, soit 30,7 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 210,5 millions \$ (16,3 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice écoulé, comparativement à 179,8 millions \$ (15,3 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

L'augmentation s'explique essentiellement par l'apport des simulateurs additionnels déployés dans notre réseau et par un résultat plus élevé pour l'une de nos coentreprises en raison de la comptabilisation d'un actif d'impôt différé. La hausse découle également des profits sur la cession partielle de certaines participations dans des investissements, de la compensation au titre de la résiliation d'une entente de services avec un client et de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger. L'augmentation a été neutralisée en partie par une combinaison moins favorable de programmes, par la réalisation de profits, au cours de l'exercice précédent, sur la cession d'actifs et sur la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une reprise de provision liée à une acquisition, ainsi que par l'incidence défavorable des variations du change du fait de la réévaluation de certains éléments du fonds de roulement.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 29,4 millions \$ ce trimestre et de 111,3 millions \$ pour l'exercice écoulé

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 9,5 millions \$ ce trimestre et à 37,9 millions \$ pour l'exercice écoulé. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 19,9 millions \$ ce trimestre et à 73,4 millions \$ pour l'exercice écoulé.

Capital utilisé en hausse de 96,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 207,9 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La hausse du capital utilisé par rapport au trimestre précédent traduit en grande partie l'augmentation des immobilisations corporelles et de l'investissement dans les participations mises en équivalence, essentiellement du fait des variations du change. Notre investissement dans les participations mises en équivalence a également augmenté par suite de l'ajout d'une nouvelle coentreprise au cours du trimestre. La hausse a été annulée en partie par la diminution de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, en grande partie en raison de la progression des dettes fournisseurs et charges à payer et du fléchissement des stocks, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la diminution des passifs au titre des contrats en cours.

L'augmentation du capital utilisé par rapport à l'exercice précédent est d'abord et avant tout attribuable à la hausse des immobilisations corporelles en raison des dépenses d'investissement en immobilisations et des variations du change, neutralisée en partie par la dotation aux amortissements. La hausse découle également de l'augmentation de l'investissement dans les participations mises en équivalence traduisant les variations du change, la rentabilité accrue et l'ajout de nouvelles coentreprises. Le capital utilisé a également augmenté par rapport à l'exercice précédent du fait de l'augmentation de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie découlant essentiellement de la baisse des passifs au titre des contrats en cours et de la hausse des créances clients et des actifs au titre des contrats en cours, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par l'augmentation des dettes fournisseurs et charges à payer.

Carnet de commandes total de 2 903,3 millions \$ à la fin de l'exercice

<i>(montants en millions)</i>	Exercice 2015	Exercice 2014
Commandes engagées en début de période	2 161,7 \$	1 722,6 \$
+ commandes	1 512,3	1 507,3
- produits des activités ordinaires	(1 294,6)	(1 176,7)
+/- ajustements (surtout les variations du change)	18,3	108,5
Commandes engagées en fin de période	2 397,7 \$	2 161,7 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	505,6	263,1
Carnet de commandes total	2 903,3 \$	2 424,8 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,08. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,17.

5.2 Défense et sécurité**EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2015****Expansions**

- Nous avons livré deux nouveaux dispositifs d'entraînement au vol T-44C pour la prestation de services d'entraînement des équipages du T-44C offerts par CAE à l'U.S. Navy et au Marine Corps dans le cadre d'un programme de services d'entraînement appartenant à l'entreprise et exploité par celle-ci à la base aéronavale de Corpus Christi;
- Nous offrons maintenant des services complets de soutien à la formation à la base de Townsville de la Royal Australian Air Force (RAAF) à la suite de la mise en service d'un deuxième simulateur de missions MRH90 par les Forces de défense australiennes;
- Nous avons annoncé la signature d'un accord portant sur l'acquisition de la division Formation à l'aviation militaire de Bombardier, qui comprend le programme d'entraînement en vol de l'OTAN au Canada, en vue d'augmenter nos compétences à titre d'intégrateur de systèmes de formation et d'élargir notre offre dans le domaine du soutien de l'entraînement en vol des futurs pilotes militaires;
- Nous fournissons maintenant des services de soutien à la formation à la base HMAS Albatross en Australie, à la suite du début de la formation sur l'hélicoptère MH-60R par la Royal Australian Navy.

Nouveaux programmes et produits

- Nous développerons et fournirons un système d'entraînement à la guerre maritime à la marine suédoise. Il s'agit d'un système complet fondé sur la simulation comprenant le logiciel de simulation, le matériel, les consoles de jeux de guerre et les postes d'instructeurs;
- Nous fournissons un système visuel complet à Korea Aerospace Industries pour le simulateur de mission T-50. Il s'agit de la première participation de CAE à la plateforme d'entraînement léger d'attaque au sol T-50 de KAI;
- Nous avons officiellement entrepris la formation au MPTC de CAE Brunei, qui offre maintenant des programmes de formation sur l'hélicoptère S-92 et l'avion d'entraînement PC-7;
- Nous avons annoncé que nous concevrons et fournirons un système d'entraînement aux évacuations aéromédicales pour l'USAF, lequel combinera un dispositif d'entraînement haute fidélité du fuselage du C-130 et des simulateurs de patients humains de CAE Santé;
- Nous avons lancé le système visuel CAE Medallion-6000 de prochaine génération, conçu pour offrir un environnement synthétique réaliste de haute performance adapté aux besoins du marché de la défense et de la sécurité;
- NAVMAR Applied Sciences Corporation, important fournisseur de systèmes aériens télépilotés (UAS), nous a choisis à titre de fournisseur privilégié de services de simulation et de formation pour l'UAS NAVMAR TigerShark XP.

COMMANDES

Le secteur Défense et sécurité a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 237,8 millions \$, notamment :

- Un contrat de Lockheed Martin pour la conception et la construction d'un dispositif d'entraînement aux systèmes d'armes du C-130J pour l'Air Mobility Command de l'USAF;
- Un contrat de la Defence Materiel Organisation australienne pour la mise à niveau du simulateur de missions C-130J de la RAAF de même que pour la fourniture de nouveaux entraîneurs de bureau et outils d'instruction CAE Simfinity;
- Un contrat du ministère de la Défense du Royaume-Uni pour la mise à niveau et l'amélioration des services d'entraînement de la Royal Air Force au Centre de formation des équipages d'hélicoptères moyens de soutien de CAE;
- Un contrat d'Alenia Aermacchi pour la fourniture d'un simulateur de missions M-346 et d'un système d'entraînement à la tâche partielle M-346 pour appuyer la force aérienne italienne;
- Un contrat du ministère de la Défense du Royaume-Uni pour la prestation des services de soutien logistique et de maintenance sur les dispositifs d'entraînement au tir direct et indirect des véhicules de combat d'infanterie Warrior de l'armée britannique;
- Un contrat de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition pour la prestation de services de maintenance et de soutien sur le simulateur d'entraînement aux missions Lynx en Allemagne;
- Un contrat du gouvernement du Canada pour une importante mise à niveau du système visuel du simulateur d'hélicoptère à système de mouvement complet CH-146 Griffon de l'ARC situé à la base des Forces canadiennes au Nouveau-Brunswick;
- Un contrat d'AgustaWestland pour la conception et la construction de matériel de formation synthétique AW101 Merlin pour appuyer le Merlin Life Sustainment Program de la Royal Navy;
- Un contrat de Boeing pour la fourniture de deux entraîneurs au vol opérationnel P-8A Poseidon pour la RAAF;
- Un contrat d'AgustaWestland pour la conception et la construction d'un simulateur de vol AW139 pour le Toll Group (Australie).

Résultats financiers

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)

	Exercice 2015	Exercice 2014	T4-2015	T3-2015	T2-2015	T1-2015	T4-2014
Produits des activités ordinaires	857,4	822,0	234,7	215,7	209,1	197,9	230,3 \$
Résultat opérationnel sectoriel	115,6	107,8	39,5	28,6	25,6	21,9	28,0 \$
Marges opérationnelles	13,5	13,1	16,8	13,3	12,2	11,1	12,2 %
Dotations aux amortissements	55,7	42,4	15,2	14,2	14,1	12,2	12,2 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	30,2	26,0	10,8	2,4	6,5	10,5	8,0 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	19,1	16,3	5,5	3,0	5,8	4,8	6,0 \$
Capital utilisé	675,5	567,3	675,5	661,8	619,6	590,4	567,3 \$
Carnet de commandes total	2 453,9	2 580,0	2 453,9	2 381,9	2 397,0	2 516,8	2 580,0 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 9 % par rapport au trimestre précédent et de 2 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger et par l'augmentation des produits des activités ordinaires découlant de l'achèvement de certains programmes nord-américains de même que par une hausse du niveau d'activité à l'égard des programmes australiens, ces facteurs ayant été annulés en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques.

La hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014 traduit d'abord et avant tout l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens ainsi que l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains.

Produits des activités ordinaires de 857,4 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 4 %, soit 35,4 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation traduit essentiellement l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger et l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens. La hausse a été neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains en raison du niveau d'activité accru à l'égard des programmes en voie d'achèvement à l'exercice précédent.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 38 % par rapport au trimestre précédent et de 41 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 39,5 millions \$ (16,8 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 28,6 millions \$ (13,3 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 28,0 millions \$ (12,2 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2014.

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par une augmentation des crédits d'impôt à l'investissement réclamés durant le trimestre, par l'incidence favorable des variations du change et par l'augmentation du volume à l'égard des programmes australiens, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par l'augmentation des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale.

La hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014 découle essentiellement d'une augmentation des crédits d'impôt à l'investissement réclamés durant le trimestre, de l'augmentation de la marge à l'égard des programmes asiatiques et australiens et de l'incidence favorable des variations du change, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la diminution du volume à l'égard des programmes nord-américains.

Résultat opérationnel sectoriel de 115,6 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 7 %, soit 7,8 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 115,6 millions \$ (13,5 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice écoulé, comparativement à 107,8 millions \$ (13,1 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

La hausse s'explique essentiellement par une augmentation des crédits d'impôt à l'investissement réclamés durant l'exercice, par l'incidence favorable des variations du change, par la diminution des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale, et par l'augmentation des volumes à l'égard de nos programmes australiens et européens, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la baisse des volumes à l'égard des programmes nord-américains.

Capital utilisé en hausse de 13,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 108,2 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'augmentation des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles découlant essentiellement des variations du change. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse du fonds de roulement hors trésorerie, laquelle traduit essentiellement la hausse des dettes fournisseurs et charges à payer ainsi que la baisse des créances clients, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par l'augmentation des actifs au titre des contrats en cours.

La hausse par rapport à l'exercice précédent traduit d'abord et avant tout l'augmentation des immobilisations corporelles découlant essentiellement des dépenses d'investissement en immobilisations et de l'ajout d'un immeuble visé par un nouveau contrat de location-financement conclu durant l'exercice écoulé. Les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles ont également augmenté en raison des variations du change. La hausse traduit aussi le repli des autres passifs non courants.

Carnet de commandes total en baisse de 5 % par rapport à l'exercice précédent

<i>(montants en millions)</i>	Exercice 2015	Exercice 2014
Commandes engagées en début de période	2 043,9 \$	1 995,2 \$
+ commandes	754,6	756,8
- produits des activités ordinaires	(857,4)	(822,0)
+/- ajustements	15,3	113,9
Commandes engagées en fin de période	1 956,4 \$	2 043,9 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	102,2	129,4
Commandes non financées	395,3	406,7
Carnet de commandes total	2 453,9 \$	2 580,0 \$

Pour l'exercice 2015, les ajustements sont essentiellement liés aux variations du change, neutralisées en partie par la résiliation d'un contrat nord-américain et la réévaluation de certains contrats durant l'exercice. Pour l'exercice 2014, les ajustements découlaient d'abord et avant tout des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,01. Pour les 12 derniers mois, il a été de 0,88.

Pour l'exercice 2015, des commandes non financées d'un montant de 143,2 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées et des commandes de 116,0 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées.

5.3 Santé

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2015

Expansions

- Nous avons signé des ententes avec dix nouveaux distributeurs de produits représentant 17 pays en Europe, en Afrique du Nord et dans la région Asie-Pacifique;
- Nous avons étendu notre entente avec Tellyes Scientific, qui devient le distributeur exclusif de tous les produits de CAE Santé en Chine;
- Nous avons prolongé de cinq ans notre partenariat avec le Centre d'apprentissage des attitudes et habiletés cliniques de l'Université de Montréal; nous continuerons d'exploiter le centre de formation, d'offrir de la formation fondée sur la simulation et de créer des solutions innovatrices de simulation médicale;
- Nous avons signé une entente en vertu de laquelle nous deviendrons le distributeur nord-américain des simulateurs chirurgicaux VirtaMed et obtiendrons les droits de distribution exclusifs de la solution de formation à l'arthroscopie du genou et de l'épaule VirtaMed ArthroS™;
- Nous avons annoncé que nous fournirons un centre de simulation en soins de santé clé en main au Turkménistan. Ce centre servira à perfectionner la formation des étudiants en médecine, ainsi que ceux en soins infirmiers et ambulanciers. Le centre sera le premier à offrir une formation multidisciplinaire fondée sur la simulation en soins médicaux au Turkménistan.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé le système CAE Replay, une solution de gestion de centres de simulation simplifiée de débriefing qui saisit autant les simulations médicales que les événements cliniques, à l'occasion de la conférence mondiale du Human Patient Simulation Network à Sarasota (États-Unis);
- Nous avons lancé et produit nos premiers simulateurs maternels/fœtaux Fidelis Lucina et avons introduit un module relatif à une patiente non enceinte permettant de l'utiliser à titre de patiente en obstétrique et de patiente normale;
- Nous avons conçu une solution de formation fondée sur la simulation destinée aux médecins qui utilisent la pompe cardiaque Impella^{MD}, en collaboration avec Abiomed, un important fournisseur de technologies de soutien cardiaque de pointe;
- Nous avons lancé une nouvelle version du système d'exploitation du simulateur d'échographie VIMEDIX, de nouvelles pathologies pulmonaires et pleurales ainsi que le simulateur d'échographie Vimedix Abdo pour le marché des soins d'échographie;
- Nous avons lancé un module d'apprentissage en gestion des voies respiratoires pour les simulateurs de patients, élaboré en collaboration avec l'American College of Chest Physicians.

COMMANDES

Les ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente d'un centre de formation fondée sur la simulation clé en main, y compris 17 simulateurs de patients, chirurgicaux et d'échographie, des solutions de gestion de centres de simulation ainsi que des services de consultation, de formation et de soutien, au ministère de la Santé du Turkménistan;
- La vente de sept simulateurs de patients, d'une solution de gestion de centres de simulation et de programmes de formation à la Southeastern University (États-Unis);
- La vente de neuf simulateurs de patients, d'une solution de gestion de centres de simulation, de programmes de formation et d'une garantie sur plusieurs années à un collège communautaire américain;
- La vente de huit simulateurs de patients, de quatre solutions de gestion de centres de simulations, de programmes de formation et d'une garantie sur plusieurs années à un centre de simulation en Thaïlande;
- La vente de quatre simulateurs de patients et d'une solution de gestion de centres de simulation à l'hôpital clinique municipal de Moscou (Russie);
- La vente d'une solution de gestion de centres de simulation à l'hôpital St. Joseph's Healthcare Hamilton (Canada);
- La vente de deux simulateurs de patients, de deux simulateurs d'échographie, d'une solution de gestion de centres de simulation et de programmes de formation à Clinica Girassol (Angola);
- La vente de cinq simulateurs de patients et d'une garantie sur plusieurs années aux forces de défense australiennes.

Résultats financiers

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)

	Exercice 2015	Exercice 2014	T4-2015	T3-2015	T2-2015	T1-2015	T4-2014
Produits des activités ordinaires	94,3	79,2	29,3	21,3	24,3	19,4	21,9 \$
Résultat opérationnel sectoriel	6,7	1,7	4,1	0,5	1,8	0,3	0,7 \$
Marges opérationnelles	7,1	2,1	14,0	2,3	7,4	1,5	3,2 %
Dotation aux amortissements	13,3	11,7	3,6	3,3	3,2	3,2	3,1 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	2,7	2,7	0,5	0,5	0,8	0,9	0,5 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	4,6	8,7	0,8	0,7	0,8	2,3	2,5 \$
Capital utilisé	206,5	181,6	206,5	191,4	188,7	181,1	181,6 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 38 % par rapport au trimestre précédent et de 34 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres de simulation découlant de la progression du nombre de systèmes livrés durant le trimestre de même que par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients. La hausse est également attribuable à la saisonnabilité ainsi qu'à l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014 s'explique d'abord et avant tout par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients et des solutions de gestion de centres de simulation. L'augmentation traduit également l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Produits des activités ordinaires de 94,3 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 19 %, soit 15,1 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients, en grande partie grâce à notre simulateur maternel/fœtal, par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres de simulation en raison d'une progression du nombre de systèmes livrés et du lancement de nouveaux produits, ainsi que par l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2014

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 4,1 millions \$ (14,0 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 0,5 million \$ (2,3 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 0,7 million \$ (3,2 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2014.

La hausse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2014 découle essentiellement de l'augmentation des produits des activités ordinaires et d'une combinaison favorable de produits.

Résultat opérationnel sectoriel de 6,7 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 5,0 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 6,7 millions \$ (7,1 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice écoulé, comparativement à 1,7 million \$ (2,1 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

L'augmentation par rapport à l'exercice précédent découle en grande partie de la hausse des produits des activités ordinaires et d'une combinaison favorable de produits.

Capital utilisé en hausse de 15,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 24,9 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent traduit essentiellement l'augmentation des immobilisations incorporelles, en grande partie du fait des variations du change.

L'augmentation par rapport à l'exercice précédent s'explique d'abord et avant tout par la hausse des immobilisations incorporelles en raison essentiellement des variations du change et de la progression du fonds de roulement hors trésorerie découlant en grande partie de la hausse des créances clients, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des dettes fournisseurs et charges à payer.

6. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

6.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(montants en millions)</i>	Exercice 2015	Exercice 2014	T4-2015	T3-2015	T4-2014
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies*	337,8 \$	296,3 \$	101,1 \$	82,0 \$	98,4 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(69,2)	(20,4)	59,5	9,5	29,1
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies	268,6 \$	275,9 \$	160,6 \$	91,5 \$	127,5 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁸	(48,5)	(46,1)	(11,5)	(6,1)	(15,1)
Autres actifs	(15,8)	(23,8)	(5,2)	(3,8)	(5,3)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	7,6	15,4	6,1	0,6	8,5
(Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence	(0,3)	4,2	3,0	(0,9)	1,8
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	8,9	15,0	1,2	0,7	0,8
Dividendes versés	(46,3)	(40,1)	(12,0)	(12,0)	(9,9)
Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies ⁸	174,2 \$	200,5 \$	142,2 \$	70,0 \$	108,3 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁸	(95,7)	(110,9)	(29,2)	(21,9)	(50,4)
Frais de développement inscrits à l'actif	(41,5)	(43,4)	(9,9)	(9,5)	(12,8)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	12,7	3,6	0,8	5,9	14,0
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	(2,0)	(3,7)	-	-	(0,4)
Produit tiré de la cession partielle de participations dans des investissements, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie cédés	8,5	-	(1,6)	10,1	-
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	8,8	22,4	11,4	1,6	9,1
Augmentation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	65,0 \$	68,5 \$	113,7 \$	56,2 \$	67,8 \$

* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies de 142,2 millions \$ ce trimestre

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 72,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 33,9 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014.

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté par rapport au trimestre précédent, ce qui est principalement attribuable aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie et à la hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies.

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014. La hausse est principalement liée aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie.

⁸ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies de 174,2 millions \$ pour l'exercice

Les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 26,3 millions \$, soit 13 %, par rapport à l'exercice précédent.

La baisse des flux de trésorerie disponibles par rapport à l'exercice précédent est surtout attribuable à l'augmentation de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, le recul du produit de la cession d'immobilisations corporelles, la hausse des dividendes versés et le fléchissement des dividendes reçus des participations mises en équivalence. La baisse a été neutralisée en partie par la progression des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies.

Dépenses d'investissement en immobilisations de 40,7 millions \$ ce trimestre et de 144,2 millions \$ pour l'exercice

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 29,2 millions \$ ce trimestre et à 95,7 millions \$ pour l'exercice écoulé. Nos décisions en matière d'attribution du capital de croissance sont fondées sur le marché et ont pour but de nous permettre de réagir aux besoins de nos clients, existants et nouveaux. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 11,5 millions \$ ce trimestre et 48,5 millions \$ pour l'exercice écoulé.

6.2 Sources de financement

Nous disposons de marges de crédit à taux variable consenties dans chaque cas par un consortium de prêteurs. Ces facilités de crédit nous permettent, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Le montant total disponible en vertu de ces marges de crédit bancaire consenties au 31 mars 2015 était de 550,0 millions \$ US (550,0 millions \$ US en 2014) avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. Au 31 mars 2015, un prélèvement équivalant à 18,0 millions \$ US avait été effectué sur ces facilités (49,1 millions \$ US en 2014), et un montant de 99,3 millions \$ US avait servi à l'émission de lettres de crédit (120,4 millions \$ US en 2014). Le taux d'intérêt sur cette facilité de crédit à terme renouvelable est, à notre gré, fondé sur le taux préférentiel bancaire, le taux des acceptations bancaires ou le taux LIBOR majoré d'une marge qui dépend de la notation de crédit accordée par les services de Standard & Poor's Rating. À l'heure actuelle, nos facilités de crédit renouvelables non garanties viennent à échéance en octobre 2018.

Nous disposons d'une garantie pour cautionnement bancaire non garantie d'un montant de 150,0 millions \$ US d'Exportation et développement Canada (EDC). Il s'agit d'une facilité renouvelable non engagée au titre de cautionnements bancaires, de garanties de restitution d'acomptes ou d'instruments semblables. Au 31 mars 2015, l'encours de l'ensemble de ces instruments, converti en dollars canadiens, s'élevait à 82,1 millions \$ (48,8 millions \$ en 2014).

Nous disposons d'une facilité de 10,0 millions € auprès d'une banque européenne pour qu'elle procède à l'émission de garanties bancaires et de lettres de crédit. Converti en dollars canadiens, le montant que nous avons utilisé principalement pour soutenir nos activités liées à la défense et à la sécurité en Europe s'est élevé à 10,7 millions \$ (9,5 millions \$ en 2014).

Nous gérons un programme en vertu duquel nous vendons des intérêts indivis dans certaines de nos créances clients et certains de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) à des tiers pour une contrepartie en trésorerie d'au plus 150,0 millions \$ sans recours contre CAE. Au 31 mars 2015, nous avons vendu pour 113,3 millions \$ de créances clients (79,5 millions \$ en 2014) et n'avons vendu aucun actif au titre des contrats en cours (4,2 millions \$ en 2014) à des institutions financières aux termes de ces ententes.

En décembre 2014, nous avons modifié la facilité de financement pour certaines de nos activités en Inde afin d'en proroger l'échéance de janvier 2015 à janvier 2020, sans en modifier les modalités et conditions.

Nous avons conclu et renouvelé divers contrats de location-financement visant un immeuble au Brunei et des simulateurs en Europe. Les obligations relatives à ces contrats de location-financement s'établissaient à 34,5 millions \$ au 31 mars 2015.

Certains de nos accords relatifs à la dette exigent le maintien d'un certain niveau de capital. Au 31 mars 2015, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Le tableau suivant résume notre dette à long terme :

<i>(montants en millions)</i>	31 mars 2015	31 mars 2014
Total de la dette à long terme	1 279,8 \$	1 168,5 \$
Déduire :		
Partie courante de la dette à long terme	33,7	23,8
Partie courante des contrats de location-financement	21,8	26,8
Partie non courante de la dette à long terme	1 224,3 \$	1 117,9 \$

6.3 Aide gouvernementale

Nous avons des ententes avec divers gouvernements en vertu desquelles ces derniers financent une partie des coûts, en fonction des dépenses que nous engageons, de certains programmes de R-D concernant l'expertise en services de modélisation, de simulation et de formation.

Au cours de l'exercice 2009, nous avons annoncé le *Projet Falcon*, un programme de R-D d'une durée de cinq ans. L'objectif du *Projet Falcon* était de développer nos technologies en matière de modélisation et de simulation, d'en mettre au point de nouvelles et d'augmenter nos capacités au-delà de la formation pour les transposer dans d'autres secteurs du marché de l'aéronautique et de la défense, comme l'analyse et les opérations. En parallèle, le gouvernement du Canada a accepté de participer au *Projet Falcon* au moyen d'un prêt remboursable d'au plus 250 millions \$ qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD), qui soutient les projets stratégiques de recherche industrielle et de développement préconcurrentiel des industries de l'aérospatiale, de la défense, de l'espace et de la sécurité. Le *Projet Falcon* a pris fin le 31 mars 2014.

Au cours de l'exercice 2010, nous avons annoncé le *Projet Nouveaux marchés principaux*, un programme de R-D d'une durée de sept ans. L'objectif est de tirer parti de notre savoir-faire en matière de modélisation, de simulation et de services de formation pour le transposer dans de nouveaux marchés comme ceux des soins de santé et des mines. Le gouvernement du Québec, par l'intermédiaire d'Investissement Québec, a accepté de participer en fournissant des apports pouvant atteindre 100 millions \$ pour couvrir les frais engagés avant la fin de l'exercice 2016.

Au cours de l'exercice 2014, nous avons annoncé le *Projet Innovover*, un programme de R-D d'une durée de cinq ans et demi. L'objectif du *Projet Innovover* est de développer et d'améliorer nos technologies existantes en matière de modélisation et de simulation, d'en développer de nouvelles et de continuer à différencier notre gamme de services. En parallèle, le gouvernement du Canada a accepté de participer au *Projet Innovover* au moyen d'un prêt remboursable d'au plus 250 millions \$ qui s'inscrit dans le cadre de l'ISAD.

Vous trouverez plus de détails aux notes annexes 1 et 13.

6.4 Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos activités, nous contractons certaines obligations et certains engagements commerciaux sous la forme de débetures, de billets et autres. Le tableau ci-dessous représente nos obligations contractuelles et nos engagements pour les cinq prochaines années et par la suite.

Obligations contractuelles

(montants en millions)	2016	2017	2018	2019	2020	Par la suite	Total
Dette à long terme (exclusion faite des intérêts)	34,3 \$	108,5 \$	38,2 \$	46,8 \$	194,6 \$	680,4 \$	1 102,8 \$
Contrats de location-financement (exclusion faite des intérêts)	24,5	31,9	98,2	34,4	75,9	749,1	1 014,0
Contrats de location simple non résiliables	54,7	43,0	34,4	27,4	24,2	90,3	274,0
Engagements d'achat	23,2	22,8	19,2	3,3	-	-	68,5
	136,7 \$	206,2 \$	190,0 \$	111,9 \$	294,7 \$	1 519,8 \$	2 459,3 \$

Au 31 mars 2015, nous disposons également d'un montant de 432,7 millions \$ US au titre de nos facilités de crédit consenties, comparativement à 380,5 millions \$ US au 31 mars 2014.

Nous avons des engagements d'achat aux termes d'ententes exécutoires qui nous lient juridiquement. La plupart de ces ententes sont conclues avec des sous-traitants relativement à la fourniture des services prévus aux contrats à long terme que nous avons avec des clients. Les modalités des ententes sont importantes, car elles prescrivent des obligations d'acheter des biens ou services en quantités fixes ou minimales, à des prix fixes minimaux ou variables et à diverses dates.

Au 31 mars 2015, nous avons d'autres passifs non courants qui ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus. Ils représentent certaines obligations au titre des prestations de retraite constituées, des produits différés, des profits différés sur des actifs et divers passifs non courants. Les obligations de paiement en trésorerie de CAE au titre des prestations de retraite constituées dépendent de divers facteurs, dont les rendements boursiers, les écarts actuariels et les taux d'intérêt.

Nous n'avons pas inclus les passifs d'impôt différé, car ces paiements sont fonction du résultat imposable et des reports prospectifs de pertes fiscales dont nous pourrions disposer.

7. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

7.1 Capital utilisé consolidé

<i>(montants en millions)</i>	31 mars 2015	31 mars 2014
Utilisation du capital :		
Actifs courants	1 562,5 \$	1 350,8 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(330,2)	(312,3)
Déduire : actifs nets détenus en vue de la vente	(47,0)	-
Passifs courants	(1 039,1)	(964,5)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	55,5	50,6
Fonds de roulement hors trésorerie ⁹	201,7 \$	124,6 \$
Actifs nets détenus en vue de la vente	47,0	-
Immobilisations corporelles	1 461,2	1 341,2
Autres actifs non courants	1 633,2	1 544,7
Autres passifs non courants	(729,6)	(672,1)
Total du capital utilisé	2 613,5 \$	2 338,4 \$
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	55,5 \$	50,6 \$
Dette à long terme	1 224,3	1 117,9
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(330,2)	(312,3)
Dette nette ⁹	949,6 \$	856,2 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 612,7	1 441,6
Participations ne donnant pas le contrôle	51,2	40,6
Provenance du capital	2 613,5 \$	2 338,4 \$

Capital utilisé en hausse de 275,1 millions \$, soit 12 %, par rapport à l'exercice précédent

La hausse par rapport à l'exercice précédent est principalement attribuable à l'augmentation des immobilisations corporelles, des autres actifs non courants et du fonds de roulement hors trésorerie. Environ la moitié de la hausse du capital utilisé s'explique par les variations du change.

Notre rendement du capital utilisé⁹ (RCU) a été de 10,4 % pour l'exercice, comparativement à 11,4 % pour l'exercice précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 77,1 millions \$

La hausse découle essentiellement de l'augmentation des actifs au titre des contrats en cours, de l'impôt sur le résultat à recouvrer, des stocks et des créances clients de même que de la diminution des passifs au titre des contrats en cours, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la hausse des dettes fournisseurs et charges à payer.

Montant net des immobilisations corporelles en hausse de 120,0 millions \$

La hausse est surtout attribuable aux dépenses d'investissement en immobilisations de 144,2 millions \$ et aux variations du change de 74,0 millions \$, contrebalancées en partie par la dotation aux amortissements de 108,1 millions \$.

Autres actifs non courants en hausse de 88,5 millions \$

La hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des investissements dans les participations mises en équivalence en raison d'une rentabilité accrue, des variations du change et de l'ajout de nouvelles coentreprises.

Autres passifs non courants en hausse de 57,5 millions \$

La hausse s'explique d'abord et avant tout par l'augmentation des obligations au titre des avantages du personnel, laquelle traduit essentiellement le fléchissement des taux d'actualisation et a été neutralisée en partie par le rendement favorable des actifs des régimes.

Augmentation de la dette nette par rapport à l'exercice précédent

La hausse résulte en grande partie de l'incidence des variations du change au cours de l'exercice.

⁹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Variation de la dette nette

<i>(montants en millions)</i>	Exercice 2015	Exercice 2014
Dette nette en début de période	856,2 \$	813,4 \$
Trésorerie liée aux activités abandonnées en début de période	7,7 \$	-
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	(65,0)	(68,5)
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	101,6	64,6
Variations nettes des contrats de location-financement	31,3	31,3
Autres	17,8	15,4
Augmentation de la dette nette pour la période	93,4 \$	42,8 \$
Dette nette en fin de période	949,6 \$	856,2 \$
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres ¹⁰	36,3 %	36,6 %

Total des capitaux propres en hausse de 181,7 millions \$ pour l'exercice

La hausse des capitaux propres découle en grande partie du résultat net de 204,7 millions \$ et des variations du change favorables de 61,5 millions \$, neutralisées en partie par la réévaluation des régimes à prestations définies de 48,0 millions \$ et par des dividendes de 46,3 millions \$.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 mars 2015, nous avons au total 266 903 070 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 599,0 millions \$.

Au 30 avril 2015, nous avons un total de 267 180 516 actions ordinaires émises et en circulation.

Dividendes

Pour l'exercice 2015, nous avons versé un dividende de 0,06 \$ par action au premier trimestre et un dividende de 0,07 \$ par action aux deuxième, troisième et quatrième trimestres. Ces dividendes étaient admissibles au titre de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de ses équivalents provinciaux.

Le montant de tout dividende et la date à laquelle son versement a lieu sont déterminés au gré du conseil d'administration. Ce dernier revoit annuellement la politique en matière de dividendes en fonction des besoins de trésorerie aux fins des activités opérationnelles, des besoins de liquidités et de la situation financière prévue. Compte tenu de la politique actuelle en matière de dividendes et du nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 mars 2015, nous prévoyons déclarer des dividendes annuels d'environ 74,7 millions \$ pour l'exercice 2016.

Garanties

Au 31 mars 2015, nous avons émis des lettres de crédit et des cautions de bonne exécution de 218,8 millions \$ qui n'étaient pas inscrites à l'état consolidé de la situation financière, comparativement à 191,4 millions \$ il y a un an. Le montant a augmenté pour l'exercice écoulé du fait d'une hausse des obligations au titre des paiements anticipés.

Obligations au titre des régimes de retraite

Nous avons des régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies. Nous prévoyons cotiser environ 6,7 millions \$ en sus des cotisations annuelles requises au titre des services rendus au cours de l'exercice pour combler une partie du déficit de capitalisation du régime de retraite à prestations définies. Pour l'exercice 2016, les cotisations requises pour financer nos obligations au titre des régimes de retraite devraient demeurer stables en raison des meilleurs rendements des actifs des régimes.

7.2 Arrangements non comptabilisés

Bien que la majorité de nos opérations de cession-bail conclues dans le cadre des activités de notre secteur Solutions de formation pour l'aviation civile soient classées comme des contrats de location-financement et que les obligations connexes soient inscrites à l'état consolidé de la situation financière, certaines opérations de cession-bail sont classées comme des contrats de location simple et représentent des obligations non comptabilisées.

La plupart de nos obligations non comptabilisées proviennent des contrats de location simple concernant ce qui suit :

- Certains bâtiments qui sont loués dans l'ensemble de notre réseau de formation et d'installations de production dans le cours normal de nos activités;
- Certains FFS qui sont loués dans l'ensemble de notre réseau de formation dans le cours normal de nos activités;
- L'exploitation d'un centre de formation dans le cadre du projet MSH avec le ministère de la Défense du Royaume-Uni portant sur la fourniture de services de formation fondée sur la simulation.

Ces contrats sont sans possibilité de recours contre nous.

De plus amples renseignements concernant les contrats de location simple sont fournis à la note annexe 26.

Dans le cours normal des activités, nous gérons un programme en vertu duquel nous vendons des intérêts indivis dans certaines de nos créances clients et certains de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) à des tiers pour une contrepartie en trésorerie d'au plus 150,0 millions \$ sans recours contre CAE. Nous continuons d'agir en tant qu'agent de recouvrement. Ces transactions sont comptabilisées lorsque nous sommes réputés avoir cédé le contrôle des créances clients et des actifs au titre des contrats en cours transférés. Au 31 mars 2015, des créances clients et des actifs au titre des contrats en cours d'un montant de 113,3 millions \$ (79,5 millions \$ en 2014) et de néant (4,2 millions \$ au 31 mars 2014) ont été vendus à des institutions financières en vertu de ces accords.

¹⁰ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

7.3 Instruments financiers

Nous sommes exposés à divers risques financiers dans le cours normal de nos activités. Nous concluons des contrats à terme et des swaps pour atténuer le risque auquel nous exposent les fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt et du cours de nos actions qui se répercutent sur la charge liée aux paiements fondés sur des actions. Nous évaluons formellement les instruments dérivés utilisés dans les opérations de couverture, au commencement de la relation de couverture et en continu, pour nous assurer qu'ils compensent très efficacement les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts au regard du risque couvert. Nous n'utilisons pas d'instrument financier à des fins de négociation ou de spéculation, mais uniquement pour réduire la volatilité de nos résultats pouvant découler de ces risques, et nous ne concluons des contrats qu'avec des contreparties très solvables.

Classement des instruments financiers

Nous avons établi les classements suivants pour nos instruments financiers :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les liquidités soumises à restrictions et tous les instruments dérivés, à l'exception des dérivés désignés comme instruments de couverture efficaces, sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Les créances clients, les contrats en cours, les créances non courantes et les acomptes sont classés dans les prêts et créances, sauf ceux que nous avons l'intention de vendre immédiatement ou à court terme, qui sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Les placements de portefeuille sont classés dans les instruments disponibles à la vente;
- Les dettes fournisseurs et charges à payer et la dette à long terme, y compris les intérêts à payer, les obligations au titre des contrats de location-financement et les obligations relatives aux redevances, sont classés dans les autres passifs financiers et sont tous évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, nous avons recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, nous nous appuyons principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent nos meilleures estimations des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et notre propre risque de crédit sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- La juste valeur des créances clients, des contrats en cours et des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que nous encaisserions ou paierions pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- La juste valeur du placement disponible à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- La juste valeur des créances clients non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à courir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- La juste valeur des provisions, des dettes à long terme et des passifs non courants, y compris les obligations au titre de contrats de location-financement et de redevances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à courir jusqu'à l'échéance sont similaires.

Dans le cadre de nos opérations financières, nous avons, par l'intermédiaire de nos filiales, donné en garantie certains actifs financiers tels que de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et d'autres actifs. La valeur comptable de l'ensemble de ces actifs financiers donnés en garantie s'élevait à 169,8 millions \$ au 31 mars 2015 (149,2 millions \$ en 2014).

Une description de la hiérarchie des justes valeurs est présentée à la note annexe 28.

Gestion des risques financiers

En raison de la nature de nos activités et des instruments financiers que nous détenons, nous sommes principalement exposés au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, notamment au risque de change et au risque de taux d'intérêt. Nous gérons notre exposition aux risques de crédit, de liquidité et de marché selon les paramètres de gestion des risques documentés dans les politiques d'entreprise et approuvés par le conseil d'administration. Ces paramètres de gestion des risques n'ont pas changé depuis la période précédente, sauf indication contraire.

Les dérivés incorporés sont comptabilisés à leur juste valeur séparément du contrat hôte lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte. Nous devenons partie à un instrument dérivé autonome dont la comptabilité de couverture n'est pas permise afin de compenser l'exposition au risque de change des dérivés sur devises incorporés. Dans de telles circonstances, les deux dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture avec comptabilisation des variations de la juste valeur dans le résultat net consolidé.

Nous avons pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. Nous pouvons désigner nos instruments dérivés, qu'ils soient autonomes ou incorporés, comme éléments de couverture. Ce processus consiste à associer les instruments de couverture dérivés à des actifs ou à des passifs précis, à des engagements fermes ou à des transactions prévues. Dans une certaine mesure, nous avons recours à des passifs financiers non dérivés pour couvrir les expositions au risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque que nous subissions une perte financière si un créancier manque à ses obligations découlant des ententes qu'il a conclues avec CAE. Nous sommes exposés au risque de crédit relativement à nos créances clients et à certains autres actifs dans le cours normal de nos activités. Nous sommes également exposés au risque de crédit dans le cadre de nos activités courantes de trésorerie en raison de notre trésorerie, de nos équivalents de trésorerie et de nos actifs financiers dérivés.

Le risque de crédit découlant de nos activités normales est géré en ce qui concerne le crédit accordé aux clients. La provision pour créances douteuses est établie lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que nous soyons dans l'impossibilité de recouvrer les montants à recevoir conformément aux conditions initiales de la créance (voir la note annexe 4). Lorsqu'une créance client n'est pas recouvrable, elle est radiée de la provision pour créances douteuses. Les recouvrements subséquents de montants sortis sont comptabilisés en résultat net.

Nos clients sont principalement des entreprises bien établies dont les notations sont publiquement affichées ou des organismes gouvernementaux, ce qui facilite la surveillance du risque de crédit. En outre, nous recevons habituellement d'importants acomptes non remboursables au titre des contrats de construction. Nous surveillons de près notre risque lié aux principales compagnies aériennes afin de le réduire autant que possible. Nos créances clients ne sont pas détenues auprès de clients en particulier, mais auprès d'un vaste éventail de sociétés et d'organismes gouvernementaux. De plus, nous réduisons davantage le risque de crédit en vendant contre trésorerie certaines créances clients et certains contrats en cours à l'actif à des institutions financières tierces, sans possibilité de recours (programme portant sur des actifs financiers courants). Nous ne détenons aucun bien en garantie. Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est réduit du fait qu'ils sont essentiellement détenus auprès d'un groupe diversifié composé d'importantes institutions financières nord-américaines et européennes.

Nous sommes exposés au risque de crédit en cas d'inexécution des engagements pris par les contreparties à nos instruments financiers dérivés, et nous prenons plusieurs mesures pour réduire ce risque. Premièrement, nous concluons des contrats avec des contreparties très solvables. Nous avons signé des accords de compensation globale de l'International Swaps & Derivatives Association, Inc. (ISDA) avec la majorité des contreparties avec qui nous réalisons des transactions sur instruments financiers dérivés. Ces accords rendent possible la compensation lorsque l'une des parties au contrat manque à ses obligations, pour chacune des transactions visées par l'accord et en vigueur à la date du manquement. De plus, nos contreparties ou CAE (ou les deux, au besoin) peuvent demander des garanties pour les instruments financiers dérivés présentant un risque de crédit lorsque le solde net des profits et des pertes sur chaque transaction excède le seuil défini dans la convention-cadre de l'ISDA. Enfin, nous surveillons régulièrement la solvabilité des contreparties dans le but de réduire au minimum l'exposition au risque de crédit.

La valeur comptable présentée aux notes annexes 4 et 28 représente l'exposition maximale au risque de crédit découlant de chaque actif financier aux dates pertinentes.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente la possibilité que nous ne puissions honorer nos engagements de trésorerie lorsqu'ils deviennent exigibles.

Nous gérons ce risque en établissant des prévisions de trésorerie ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi régulier des rentrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, nous formulons une prévision de notre position de trésorerie consolidée afin de nous assurer de l'utilisation efficiente de nos ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, de la croissance, des dépenses d'investissement en immobilisations et des dates d'échéance des dettes, incluant les obligations non comptabilisées. Nous réduisons le risque de liquidité en conservant suffisamment de ressources financières liquides pour financer nos activités et honorer nos engagements et nos obligations. Pour gérer notre risque de liquidité, nous avons accès à une facilité de crédit renouvelable non garantie de 550,0 millions \$ US, avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. De plus, nous avons conclu des ententes visant la vente de certaines créances clients et de certains contrats en cours à l'actif d'une valeur pouvant atteindre 150,0 millions \$ (programme portant sur des actifs financiers courants). Nous sommes constamment à l'affût de nouvelles possibilités de financement en vue de maximiser la structure de notre capital et de conserver une certaine flexibilité sur le plan financier.

Risque de marché

Le risque de marché représente notre exposition à une baisse ou à une augmentation de valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des prix du marché, que cette variation soit causée par des facteurs propres aux instruments financiers ou à leurs émetteurs ou encore par des facteurs touchant tous les instruments financiers de cette catégorie qui sont négociés sur le marché. Nous sommes principalement exposés au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

Nous utilisons des instruments dérivés pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change, des taux d'intérêt et des paiements fondés sur des actions afin d'en réduire au minimum les conséquences sur nos résultats et notre situation financière. Nous avons pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation.

Risque de change

Le risque de change représente notre exposition à une baisse ou à une augmentation de la valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des taux de change. Nous sommes principalement exposés au risque de change en raison d'engagements de vente, d'acquisitions prévues et de dettes libellées en monnaies étrangères ainsi que de notre investissement net dans des établissements à l'étranger qui utilisent une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien, principalement le dollar américain, l'euro et la livre sterling. En outre, ces établissements sont exposés au risque de change principalement du fait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et d'autres comptes de fonds de roulement qui ne sont pas libellés dans leur monnaie fonctionnelle.

Nous gérons également le risque de change en nous assurant que les établissements à l'étranger concluent des contrats d'approvisionnement, des contrats de vente et des activités de financement dans leur monnaie fonctionnelle.

Nous avons recours à des contrats de change à terme et à des swaps de devises pour gérer notre exposition aux transactions en monnaies étrangères. Parmi ces transactions, on retrouve les transactions prévues et les engagements fermes libellés en monnaies étrangères. Nos programmes de couverture de change ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance, conformément à l'objectif de fixation des taux de change des éléments couverts.

Analyse de sensibilité au risque de change

Le risque de change découle des instruments financiers qui sont libellés en monnaies étrangères. En supposant une appréciation raisonnablement variable de 5 % du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling par rapport au dollar canadien au 31 mars 2015, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs, l'incidence avant impôt sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global aurait été un ajustement net positif de 1,2 million \$ (ajustement net négatif de 3,1 millions \$ en 2014) et un ajustement net négatif de 25,4 millions \$ (ajustement net négatif de 21,5 millions \$ en 2014), respectivement. Une dépréciation raisonnablement probable de 5 % des monnaies pertinentes par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet contraire sur le résultat avant impôt et sur les autres éléments du résultat global.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente notre exposition à une augmentation ou à une baisse de la valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. Nous sommes exposés au risque de taux d'intérêt en raison de notre dette à long terme à taux variable et au risque de juste valeur en raison de notre dette à long terme à taux fixe. Nous gérons essentiellement le risque de taux d'intérêt en fixant le taux de la dette à taux variable liée à certains projets en particulier afin de réduire la variation des flux de trésorerie. Nous avons une dette à taux variable sous forme de notre facilité de crédit renouvelable non garantie et d'autres dettes à taux variable visant des actifs en particulier. Nous cherchons à maintenir une combinaison appropriée de dettes à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés utilisés pour gérer l'exposition aux taux d'intérêt sont principalement des swaps de taux d'intérêt.

Nous avons aussi recours à des instruments financiers pour gérer le risque que posent les fluctuations des taux d'intérêt, ainsi que pour maintenir dans certaines proportions les éléments à taux fixe et à taux variable de notre dette à long terme. À la clôture de l'exercice, la répartition était de 88 % à taux fixe et de 12 % à taux variable (84 % à taux fixe et 16 % à taux variable en 2014).

Nos programmes de couverture de taux d'intérêt ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance afin d'assurer l'appariement des actifs et des passifs, conformément à l'objectif de réduction des risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt

À l'exercice 2015, une augmentation de 1 % des taux d'intérêt aurait donné lieu à une baisse de 1,3 million \$ (néant en 2014) de notre résultat net et à une hausse de 0,4 million \$ (néant en 2014) de nos autres éléments du résultat global, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs. Une diminution de 1 % des taux d'intérêt aurait eu une incidence inverse sur le résultat net et les autres éléments du résultat global.

Couverture de la charge liée aux paiements fondés sur des actions

Nous avons conclu des swaps sur actions avec trois importantes institutions financières canadiennes afin de réduire l'effet sur nos résultats des fluctuations du cours de nos actions visées par le régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA), par le régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDDVA-LT) et par le régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte assortis d'un calendrier pour intéressement à long terme (RDNRC-LT). Aux termes de ce swap, nous bénéficions de l'avantage économique que nous procurent les dividendes et la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés aux institutions financières pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net des swaps sur actions annule en partie les fluctuations du cours de nos actions, fluctuations qui influent sur le coût du RDDVA, du RDDVA-LT et du RDNRC-LT, et il est redéfini tous les trimestres. Au 31 mars 2015, les swaps sur actions visaient 1 900 000 de nos actions ordinaires (2 400 000 en 2014).

Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger

Au 31 mars 2015, nous avons désigné une partie des effets de premier rang que nous détenons, dont la valeur totalisait 417,8 millions \$ US (417,8 millions \$ US en 2014), ainsi qu'une partie de nos obligations au titre des contrats de location-financement totalisant 14,2 millions \$ US (16,1 millions \$ US en 2014) comme couverture d'investissements nets dans nos établissements à l'étranger. Les profits et les pertes liés à la conversion de la tranche désignée des effets de premier rang sont constatés dans les autres éléments du résultat global afin de compenser tout profit ou perte de change lié à la conversion des états financiers des établissements à l'étranger.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune concentration des risques découlant des instruments financiers et que l'information présentée ci-dessus est représentative de notre exposition au risque pour la période.

Se reporter à l'état consolidé du résultat global pour obtenir le montant total de la variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat net de la période et le montant total des profits et des pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, et à la note annexe 28 pour le classement des instruments financiers.

8. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOTRE ACTIVITÉ

Nous exerçons nos activités dans différents secteurs industriels comportant chacun divers éléments de risque et d'incertitude. La direction et le conseil d'administration se penchent sur les principaux risques liés à nos activités chaque trimestre, en plus d'effectuer une évaluation annuelle dans le cadre du processus de planification stratégique et d'établissement du budget. Les risques et incertitudes décrits ci-après pourraient avoir une incidence importante sur nos activités, notre situation financière et notre résultat opérationnel. Ces risques sont classés comme suit : risques liés à l'industrie, risques propres à CAE et risques liés au marché. Ces risques ne sont pas nécessairement les seuls auxquels nous sommes exposés; d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous jugeons négligeables à l'heure actuelle pourraient avoir une incidence sur nos activités.

Afin d'atténuer les risques qui pourraient se répercuter sur notre performance future, la direction a élaboré un processus de gestion des risques d'entreprise visant à relever, à évaluer et à hiérarchiser ces risques. La direction élabore et met en œuvre des stratégies d'atténuation des risques qui s'inscrivent dans le cadre de nos objectifs stratégiques et de nos processus d'affaires. La direction suit l'évolution des principaux risques liés à notre activité tous les trimestres, et le conseil surveille le processus de gestion des risques et le valide par l'entremise de procédures mises en œuvre par nos auditeurs internes lorsqu'elle juge une telle démarche nécessaire.

8.1 Risques liés à l'industrie

Concurrence

Les marchés où nous vendons notre matériel de simulation et proposons nos services de formation sont hautement compétitifs. De nouvelles entreprises ont fait leur apparition au cours des dernières années, et l'environnement compétitif s'est intensifié avec le positionnement des sociétés des secteurs de l'aéronautique et de la défense dans le but d'accroître leur part de marché en consolidant les sociétés de simulation du secteur de l'aviation commerciale et en développant leurs propres capacités internes. Essentiellement, des sociétés du secteur de la défense comme Textron, Lockheed Martin et L-3 Communications ont acquis des concurrents du secteur des simulateurs d'avions commerciaux afin de réduire leur exposition globale aux marchés de la défense et d'assurer leur croissance sur le marché de l'aviation civile. La majorité de nos concurrents des marchés de la simulation et de la formation évoluent également dans d'autres importants segments du complexe de l'aéronautique et de la défense. En conséquence, certaines d'entre elles ont une plus grande envergure que nous et peuvent disposer de ressources financières et techniques, et de ressources de marketing, de fabrication et de distribution beaucoup plus importantes. De plus, nos principaux concurrents sont des constructeurs d'aéronefs ou ont des relations bien établies avec des constructeurs d'aéronefs, des compagnies aériennes et des gouvernements, ce qui pourrait leur donner un avantage au moment de l'attribution de contrats par ces organisations. Nous faisons particulièrement concurrence à Boeing, qui jouit d'un avantage concurrentiel sur nous en ce qui concerne les prix et d'autres facteurs. Boeing a un modèle d'octroi de licences pour les simulateurs destinés à ses appareils civils, selon lequel les fabricants de simulateurs et les fournisseurs de services de formation sont tenus de verser à Boeing des redevances au titre de la fabrication, de la mise à jour ou de la mise à niveau des simulateurs, et des services de formation à l'égard des simulateurs Boeing.

Les constructeurs OEM comme Airbus et Boeing ont certains avantages concurrentiels par rapport aux fournisseurs de services de formation indépendants. Ils contrôlent le prix des données, des pièces et du matériel qui sont souvent nécessaires pour fabriquer un simulateur visant un de leurs appareils. Or, ces éléments représentent un coût d'investissement critique pour tous les fournisseurs de services de formation fondée sur la simulation. Les constructeurs OEM pourraient être en position d'exiger des redevances sur licences pour autoriser la fabrication de simulateurs fondés sur leurs appareils ou pour autoriser la formation sur ces simulateurs. CAE a aussi certains avantages, notamment le fait d'être un fabricant de simulateurs, le fait d'arriver à reproduire certains appareils sans obtenir de données, de pièces ou de matériel auprès d'un constructeur OEM et le fait de posséder un réseau de formation diversifié comprenant des coentreprises avec d'importantes compagnies aériennes qui achètent leurs appareils auprès de constructeurs OEM. Nous travaillons avec certains constructeurs OEM au développement d'occasions d'affaires liées à l'équipement et aux services de formation.

Boeing et Airbus ont introduit des ensembles de données de simulation pour le nouveau B737 MAX et l'A350, ce qui pourrait réduire le contenu de simulation des systèmes aériens que fournit CAE.

Nous obtenons la plupart de nos contrats dans le cadre de processus d'appel d'offres qui nous amènent à consacrer beaucoup de temps et d'énergie à des soumissions pour des contrats qui, à terme, pourraient ne pas nous être attribués. Une part importante de nos produits des activités ordinaires est tributaire de l'obtention de nouvelles commandes et du renouvellement continu de notre carnet de commandes. Rien ne garantit que nous continuerons de remporter des contrats octroyés par voie d'appel d'offres aussi régulièrement que nous l'avons fait par le passé. La présence de nouveaux participants du marché, comme il est noté ci-dessus, et leurs efforts visant à gagner une part de marché intensifient la concurrence, ce qui pourrait réduire les prix et les marges.

La croissance économique sous-tend la demande de tous nos produits et services. Les périodes de récession économique, les contraintes de crédit, les mesures d'austérité mises en place par les gouvernements et/ou les sanctions commerciales internationales se traduisent généralement par une concurrence accrue pour chaque commande possible, ce qui donne habituellement lieu à une baisse des profits réalisés sur les ventes conclues au cours d'une telle période. Si de telles conditions se produisent, nos prix et nos marges pourraient s'en ressentir.

Budgets de la défense et calendrier des dépenses à cet égard

Nous tirons une grande partie de nos produits des activités ordinaires des ventes aux clients du secteur de la défense et de la sécurité dans le monde. Nous fournissons des produits et des services pour de nombreux programmes gouvernementaux offerts au Canada, aux États-Unis, en Europe et ailleurs dans le monde, tant à titre de fournisseur principal que de sous-traitant. À mesure que les forces de défense et de sécurité dans nos marchés parvenues à maturité réduisent et ajustent leur taille, les sous-traitants subiront les contrecoups des restructurations, compressions et annulations. Ces événements pourraient nuire considérablement à nos produits des activités ordinaires futurs, à notre résultat net et à nos activités. Le secteur continue de devoir composer avec des retards d'approvisionnement et, éventuellement, un repli des possibilités dans le monde. Pour réduire au minimum cette incidence, nous continuerons d'évaluer nos programmes actuels et futurs, et développerons des stratégies d'atténuation des risques de manière à aborder les modifications pouvant être apportées à chaque programme.

Programmes de défense et de sécurité financés par l'État

Comme la plupart des fournisseurs de marchés publics, nous pouvons faire l'objet d'audits et de contrôles périodiques. Les ajustements rendus nécessaires par les audits et contrôles gouvernementaux pourraient nuire à nos résultats opérationnels. De plus, certains frais pourraient ne pas être remboursés ou admis dans la négociation de contrats à prix fixe. Par conséquent, nous courons un risque plus grand d'actions en justice et de poursuites en responsabilité intentées à notre encontre que des entreprises qui ne traitent qu'avec le secteur privé, ce qui pourrait nuire considérablement à nos activités.

Secteur de l'aviation civile

Nous tirons une part importante de nos produits des activités ordinaires de la vente de matériel et de services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires.

Une baisse du prix du carburant pourrait avoir une incidence favorable sur la rentabilité des transporteurs aériens, mais les répercussions à long terme d'une telle baisse sur l'industrie de l'aviation commerciale demeurent toutefois incertaines. Nous continuerons de surveiller l'incidence sur le secteur et nos activités. Dans le cas de l'aviation sur hélicoptère, qui représente moins de 5 % des produits des activités ordinaires que nous tirons de notre secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, plus particulièrement pour ce qui est des exploitants d'hélicoptères en mer, la demande est tributaire du niveau d'activité extracôtière dans le secteur du pétrole et du gaz. Une baisse prolongée des prix du pétrole pourrait se répercuter sur le niveau d'activité extracôtière, ce qui pourrait nuire à nos résultats opérationnels.

Si le prix du carburant devait atteindre des niveaux élevés pendant une longue période, cela pourrait inciter davantage les compagnies aériennes à remplacer leurs vieux appareils plus énergivores. Cependant, une hausse de cette nature pourrait aussi restreindre les ressources financières que les compagnies aériennes ont à leur disposition et éventuellement entraîner des retards ou des annulations dans les livraisons de nouveaux appareils. Si le prix du carburant connaissait une hausse soutenue, les compagnies aériennes pourraient être amenées à réduire leur capacité de vol ou à ralentir leur croissance, car une telle capacité ne serait alors pas économiquement viable. Cette réaction provoquerait, par ricochet, une baisse de la demande de notre matériel et de nos services de formation.

Les contraintes sur le marché du crédit pourraient entraver la capacité des compagnies aériennes et d'autres sociétés à acheter de nouveaux avions, ce qui nuirait à la demande de notre matériel et de nos services de formation et à la capacité d'acheter nos produits.

De plus, nos créances clients nous exposent au risque de crédit. Afin d'atténuer ce risque, nous avons adopté des politiques visant à ne pas nous exposer outre mesure à un client particulier. Ces politiques prévoient l'analyse de la situation financière de certains clients et l'examen à intervalles réguliers de leur solvabilité. Nous souscrivons également, de temps à autre, de l'assurance crédit et, dans certains cas, exigeons une lettre de crédit bancaire garantissant les paiements que nos clients nous doivent.

Réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation

Nous sommes tenus de nous conformer à la réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation, réglementation qui peut changer sans préavis et pourrait perturber nos ventes et activités. Tout changement imposé par un organisme de réglementation, tel que des changements aux normes de sécurité imposés par les autorités du secteur de l'aviation comme la FAA des États-Unis, pourrait nous obliger à apporter des modifications imprévues à nos produits et services et entraîner des retards ou des annulations dans les ventes. Nous ne pouvons prévoir l'incidence que pourraient avoir sur nos activités des modifications aux lois et règlements en vigueur. Tout changement pourrait ouvrir de nouvelles avenues ou, au contraire, avoir d'importantes conséquences négatives sur notre résultat opérationnel ou notre situation financière.

Vente ou octroi sous licence de produits de CAE nécessitant l'approbation d'autorités de réglementation et la conformité aux exigences

La vente ou l'octroi sous licence de plusieurs de nos produits est assujéti à des contrôles réglementaires. Ces contrôles peuvent notamment nous interdire de vendre à certains pays ou à certaines entités ou particuliers d'un pays, ou encore de vendre une certaine technologie, comme les simulateurs liés au domaine de la défense et de la sécurité ou encore tout matériel d'entraînement, y compris les données et les pièces, sans avoir préalablement obtenu une licence d'exportation ou d'autres approbations auprès d'une ou de plusieurs autorités gouvernementales. Ces règlements changent assez fréquemment et rien ne garantit que nous serons autorisés ultérieurement à vendre ou à octroyer sous licence certains produits à des clients, ce qui pourrait entraîner pour nous des pertes ou un manque à gagner.

L'incapacité de nous conformer aux lois et règlements en matière de contrôle des exportations et aux impératifs de sécurité nationale pourrait donner lieu à des amendes ou nous exclure temporairement ou définitivement des marchés publics à titre de maître d'œuvre ou de sous-traitant, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre résultat opérationnel ou notre rentabilité, sans compter que cela porterait atteinte à notre réputation et à notre capacité d'obtenir d'autres contrats sur des marchés publics par la suite.

8.2 Risques propres à la Société

Évolution des produits

Le marché de la défense et de la sécurité de même que celui de l'aviation civile dans lesquels nous évoluons sont caractérisés par des changements au niveau des exigences des clients, par l'arrivée de nouveaux modèles d'aéronefs ainsi que par l'évolution des normes de l'industrie. Notre incapacité à prévoir précisément les besoins futurs de nos clients actuels et éventuels et à mettre au point des produits améliorés qui répondent à l'évolution des normes et des technologies pourrait nous faire perdre des clients ou nuire à notre capacité d'en attirer de nouveaux et, du coup, se répercuter sur nos produits des activités ordinaires. L'évolution de la technologie pourrait également nuire à la valeur de notre parc de simulateurs de vol.

Activités de recherche et de développement

Certaines de nos initiatives en matière de R-D sont menées grâce à l'appui financier des gouvernements, dont le gouvernement du Québec, par l'entremise d'Investissement Québec (IQ), et le gouvernement du Canada, par l'entremise de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD). Le niveau du soutien financier du gouvernement reflète les politiques gouvernementales, les politiques budgétaires et d'autres facteurs d'ordre politique et économique. Si nous ne pouvons pas remplacer ces programmes à l'avenir par une autre aide gouvernementale ou d'autres programmes gouvernementaux de partage des risques aussi avantageux pour nous, cela pourrait avoir des conséquences négatives sur notre rendement financier ainsi que sur nos activités de recherche et développement.

Nous recevons des crédits d'impôt à l'investissement de la part du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux au Canada de même que du gouvernement fédéral des États-Unis à l'égard des activités de R-D admissibles que nous menons. Les crédits que nous recevons sont fonction des lois en vigueur. Les crédits d'impôt à l'investissement auxquels nous avons accès peuvent être réduits par des modifications législatives des gouvernements concernés, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre situation financière et nos activités de recherche et développement.

Contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme

Nous fournissons des produits et services principalement aux termes de contrats à prix fixe qui nécessitent l'absorption du dépassement des coûts, malgré la difficulté à estimer tous les coûts à engager pour la réalisation de ces contrats et la difficulté à prévoir le chiffre final des ventes que nous pourrions atteindre. De plus, bon nombre de nos contrats de fourniture de simulateurs et de services à des compagnies aériennes et à des organisations du secteur de la défense sont des contrats de longue durée, pouvant aller jusqu'à 20 ans. Certains de ces contrats établissent le prix des simulateurs à livrer ou des services de formation à fournir sous réserve d'ajustements tenant compte de l'inflation et de l'augmentation des coûts. Si ces ajustements se révélaient insuffisants pour absorber l'inflation ou l'augmentation des coûts, notre résultat opérationnel pourrait en souffrir.

Approvisionnement et rapport de force des constructeurs OEM

Nous obtenons des données, des pièces, de l'équipement et bien d'autres intrants auprès d'un grand nombre de constructeurs OEM, de sous-traitants et d'autres sources. Nous ne sommes pas toujours en mesure de trouver au moins deux fournisseurs pour les intrants dont nous avons besoin et, dans le cas des simulateurs pour des appareils particuliers et d'autres dispositifs de formation, des intrants importants ne proviennent que d'un seul fournisseur. Nous sommes donc vulnérables aux retards dans le calendrier de livraison, à la situation financière des fournisseurs uniques et à leur volonté de faire affaire avec nous. Les groupes commerciaux de certains fournisseurs uniques comprennent des entreprises qui font concurrence à une partie de nos activités. Cette situation pourrait donner lieu à des modalités de concession de licences coûteuses, à des redevances élevées, voire au refus de nous accorder une licence visant les données, les pièces et l'équipement qui sont souvent nécessaires à la construction et à l'exploitation d'un simulateur fondé sur l'appareil d'un constructeur OEM.

Lorsque CAE utilise un modèle de simulation d'appareil produit en interne sans avoir recours à des données, à des pièces et à de l'équipement obtenus du constructeur OEM et autorisés par celui-ci, le constructeur peut mettre en œuvre des mesures de rétorsion ou d'obstruction contre CAE afin de tenter de bloquer la fabrication, la vente et/ou l'installation d'un simulateur visant cet appareil. De telles mesures peuvent faire en sorte que CAE doive engager des honoraires juridiques considérables ou peuvent retarder ou empêcher la mise à bien du projet de développement d'un simulateur, ce qui pourrait nuire à nos résultats financiers.

Garanties et autres réclamations sur des produits

Nous fabriquons des simulateurs qui sont de nature complexe et perfectionnée. Ils peuvent contenir des défauts difficiles à déceler et à corriger. Les irrégularités de fonctionnement ou pannes de ces produits pourraient nous valoir des réclamations au titre de la garantie ou encore nous faire perdre des clients. La correction de ces défauts pourrait nécessiter d'importantes dépenses en immobilisations. Si ces produits défectueux étaient intégrés au matériel des clients, nous pourrions en outre faire l'objet d'une action en responsabilité du fait des dommages causés par nos produits à ce matériel. Tout défaut ou toute action ou erreur pourrait nuire à notre résultat opérationnel et à nos activités. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance.

Risque lié à l'intégration des produits et à la gestion des programmes

Notre activité pourrait également souffrir d'une éventuelle incompatibilité de nos produits avec d'autres logiciels, systèmes informatiques et systèmes de communications perfectionnés et en constante évolution. Si nous éprouvons des difficultés avec un projet ou n'en atteignons pas les étapes prescrites dans les délais impartis, nous pourrions devoir consacrer à un projet particulier plus de ressources qu'il n'en avait été prévu pour lui à l'origine, notamment sur le plan de l'ingénierie. Bien que le montant des provisions couvrant les risques de pertes sur contrats à prix fixe nous semble adéquat, nous pourrions subir des pertes plus élevées que les provisions établies à la suite des obligations qui nous sont faites aux termes des contrats d'approvisionnement à long terme et à prix fixe.

Protection des nos droits de propriété intellectuelle

Nous comptons en partie sur nos secrets industriels et sur des restrictions contractuelles, comme des ententes de confidentialité, des brevets et des licences, pour établir et protéger nos droits de propriété intellectuelle. Or, ces moyens pourraient se révéler inefficaces dans la prévention du détournement de nos technologies ou dans la dissuasion d'autres parties d'élaborer des technologies semblables. Il pourrait se révéler impossible ou difficile de faire respecter nos droits de propriété intellectuelle ou d'en acquérir et de les faire respecter dans certains pays. Tout litige relatif à la protection de nos droits de propriété intellectuelle pourrait se révéler long et onéreux, et porter préjudice à nos activités ou résultats financiers, que nous ayons gain de cause ou non.

Propriété intellectuelle de tiers

Nos produits tournent à l'aide de logiciels et de systèmes informatiques complexes qui nous sont fournis par des tiers et qui pourraient parfois nous être inaccessibles. La construction de nos simulateurs dépend souvent de la réception de données, notamment de données confidentielles ou exclusives relatives aux fonctionnalités, à la conception et aux performances d'un produit ou d'un système, que nos simulateurs sont censés reproduire. Rien ne garantit que nous pourrions obtenir ces données à des conditions acceptables, ni même que nous pourrions les obtenir.

Des actions de contrefaçon pourraient être intentées à notre encontre ou à l'encontre de nos clients. Le cas échéant, nous pourrions perdre la cause ou ne pas être en mesure de mettre au point un procédé qui ne viole pas les droits de tiers ou d'obtenir des licences à des conditions acceptables sur le plan commercial, ni même de simplement les obtenir.

Les marchés où nous exerçons nos activités sont sujets à un important brevetage par des tiers. Notre capacité de modifier nos produits existants ou d'élaborer de nouveaux produits pourrait être entravée par les brevets de tiers, ce qui pourrait donner lieu à des coûts supplémentaires liés à l'obtention d'une licence nous permettant d'utiliser le brevet ou d'intégrer les déclarations qui y figurent dans nos activités d'élaboration.

Personnel clé

Notre pérennité et notre prospérité dépendent en partie de notre capacité d'attirer et de garder à notre service du personnel clé possédant les compétences, l'expertise et l'expérience pertinentes. Notre politique de rémunération vise à atténuer ce risque.

Responsabilité environnementale

Nos activités actuelles et passées ainsi que celles d'anciens exploitants de certains de nos établissements actuels et anciens entraînent ou ont entraîné l'utilisation, la production, l'entreposage, le transport et la destruction de matières dangereuses.

L'adoption de nouvelles lois et de leurs règlements d'application, le resserrement des lois et règlements existants, la découverte d'une contamination inconnue, l'imposition de nouvelles exigences de nettoyage ou des réclamations fondées sur des engagements d'indemnisation des dommages à l'environnement que nous pourrions avoir pris pourraient nous contraindre à des dépenses substantielles, ce qui pourrait porter un grand préjudice à notre résultat opérationnel et à notre situation financière.

De plus, comme nos activités abandonnées avant 2005 ne sont pas assurées contre de pareilles réclamations, toute action d'importance intentée contre l'une d'entre elles pour des motifs environnementaux serait susceptible de nuire considérablement à notre rentabilité future.

Actions en responsabilité pour risques divers

En raison de la nature même de nos activités, nous sommes exposés à des actions en responsabilité, notamment des actions pour préjudices physiques importants ou décès, qui pourraient faire suite à :

- Des accidents ou sinistres mettant en cause du matériel de formation que nous avons vendu ou des aéronefs pour lesquels nous avons fourni du matériel ou des services de formation;
- Nos services de dotation en pilotes;
- Nos activités de formation au vol en situation réelle.

Nous pourrions être également visés par des actions en responsabilité à l'égard de nos produits consécutives à des dommages découlant de la vente de matériel ou de la prestation de services par des entités ayant repris à leur compte des activités que nous avons abandonnées. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance, bien que, jusqu'à présent, elle ait toujours suffi à cette fin.

Intégration des entreprises acquises

La réussite de nos acquisitions dépend de notre capacité à cristalliser les synergies, tant en termes de commercialisation de notre gamme élargie de produits offerts que d'intégration à notre mode de fonctionnement des activités des nouvelles unités.

Capacité à pénétrer de nouveaux marchés

Nous tirons parti de nos connaissances, de notre expérience et de nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation et d'optimisation afin de pénétrer les marchés de la formation fondée sur la simulation dans le secteur des soins de santé.

Comme nous exerçons des activités dans ce marché, nous pourrions faire face à des difficultés et à des dépenses imprévues qui pourraient porter préjudice à nos activités, à notre rentabilité et à notre réputation. La pénétration d'un nouveau marché est, par définition, plus difficile que la gestion de nos marchés déjà établis.

Durée du cycle de vente

Le cycle de vente de nos produits et services est long et imprévisible, allant de 6 à 18 mois pour les applications dans le domaine de l'aviation civile, et de 6 à 24 mois ou plus pour les applications de défense et sécurité. Pendant que les clients évaluent nos produits et services, nous pouvons être tenus d'engager des dépenses et de déployer des efforts de gestion. Le fait d'engager de telles dépenses sans produits des activités ordinaires correspondants pour une période donnée nuira à notre résultat opérationnel et pourrait accentuer la volatilité du cours de notre action. Nous pouvons fabriquer d'avance certains produits en prévision des commandes à venir et pour faciliter une livraison plus rapide en vue d'obtenir un avantage concurrentiel. Par contre, si les commandes pour ces produits ne se concrétisent pas au moment prévu, nous devons conserver le produit préfabriqué en stock jusqu'à ce qu'une vente soit conclue.

Systèmes de technologie de l'information

À la suite de la réalisation de l'étape de l'implantation canadienne de notre système ERP portant sur la gestion de projets et les activités financières au cours de l'exercice 2015, nous continuons la mise à niveau et le déploiement de systèmes de technologies de l'information dans l'ensemble de la Société. Si les systèmes ne sont pas exploités de la façon prévue, au moment prévu, nous pourrions ne pas être en mesure d'en tirer toute la valeur que nous en attendions, ce qui pourrait porter préjudice à nos activités, à nos capacités de communication de l'information, à notre rentabilité et à notre réputation. Une série de processus de gouvernance atténuent ce risque.

Sécurité et technologie de l'information

Nous dépendons des systèmes et des réseaux de technologies de l'information, hébergés en interne ou impartis, pour traiter, transmettre et stocker les données et l'information financière sous forme électronique, pour gérer les activités commerciales et respecter les exigences liées à la réglementation, aux lois, à la sécurité nationale, aux contrats et à l'impôt. De plus, nos activités nécessitent l'utilisation, d'une manière appropriée et sûre, d'informations confidentielles et sensibles appartenant à des tiers tels des constructeurs OEM et des forces de défense nationale. Une défaillance des systèmes de technologies de l'information, une cyberattaque ou une violation de la sécurité des systèmes pourrait perturber nos activités, entraîner la perte d'informations commerciales ou l'accès non autorisé à ces informations, compromettre la confidentialité de l'information, nous exposer à des enquêtes ou poursuites réglementaires, nécessiter une attention et des ressources importantes de la part de la direction et avoir une incidence défavorable significative sur nos activités, notre réputation et notre rendement financier. Nous avons mis en place des contrôles de sécurité, des mécanismes visant à assurer le respect des politiques et des systèmes de surveillance afin de prévenir, de déceler et de résoudre les menaces potentielles.

Dépendance envers des tiers fournisseurs

Nous avons externalisé certains services d'entretien et de soutien informatiques ainsi que certaines fonctions de gestion de l'infrastructure à des fournisseurs de services externes. Si ces fournisseurs de services ne fonctionnent pas efficacement, les économies de coûts prévues pourraient ne pas se concrétiser et nous pourrions devoir engager des coûts additionnels pour corriger les erreurs commises par ces fournisseurs de services. Selon la fonction en cause, ces erreurs pourraient également entraîner des perturbations des activités, l'inefficacité du processus de traitement et/ou des failles de sécurité.

8.3 Risques liés au marché

Risque de change

Nous exerçons nos activités à l'échelle mondiale, et quelque 90 % de nos produits des activités ordinaires provenant d'exportations et d'activités internationales sont généralement réalisés en monnaies étrangères, principalement en dollars américains, en euros et en livres sterling. Nos produits des activités ordinaires sont générés à raison d'environ un tiers aux États-Unis, un tiers en Europe et un tiers dans le reste du monde.

Une part importante des produits des activités ordinaires générés au Canada sont libellés en monnaies étrangères, tandis qu'une grande proportion de nos charges opérationnelles sont libellées en dollars canadiens. L'appréciation du dollar canadien a un effet défavorable sur nos produits des activités ordinaires libellés en monnaies étrangères et, de ce fait, sur nos résultats financiers. Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. Il n'est pas possible de neutraliser complètement l'incidence des variations du change, qui se font donc partiellement sentir sur nos résultats financiers. Cette exposition résiduelle pourrait être plus élevée si les monnaies affichent une importante volatilité à court terme. La dépréciation du dollar canadien a quant à elle un effet défavorable sur nos coûts libellés en monnaies étrangères. Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication libellés en dollars américains et en euros, nous couvrons également des coûts libellés en monnaies étrangères à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

Les activités de nos établissements à l'étranger sont essentiellement libellées dans les monnaies locales. Une couverture naturelle existe du fait que les produits des activités ordinaires et les charges opérationnelles sont libellés dans les mêmes devises. Les fluctuations de la valeur des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien nous exposent toutefois à un risque de change non couvert étant donné que nous consolidons nos résultats en dollars canadiens aux fins de la présentation de l'information financière. L'appréciation des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien aurait un impact de conversion positif, et vice versa.

Instabilité politique

L'instabilité politique dans certaines régions pourrait être prolongée et imprévisible. Une instabilité politique prolongée pourrait donner lieu au report ou à l'annulation de commandes, de livraisons ou de projets dans lesquels nous avons investi des ressources considérables, surtout si les clients sont des entités détenus ou contrôlés par l'État.

À ce jour, les sanctions économiques visant des personnes et des sociétés faisant affaire en Fédération de Russie ainsi que l'affaiblissement du rouble russe n'ont pas eu de répercussions importantes sur nos activités; si cette situation perdurait, elle pourrait toutefois avoir une incidence négative sur les produits des activités ordinaires que nous tirons de notre secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Cette situation et les autres risques géopolitiques évolueront avec le temps, et CAE doit respecter les sanctions applicables et les contrôles dans les pays où elle exerce des activités. Il est possible que, dans les marchés que nous servons, une instabilité politique imprévue puisse se répercuter sur nos résultats opérationnels et notre situation financière.

Disponibilité du capital

À l'heure actuelle, nos facilités de crédit à terme non garanties renouvelables viennent à échéance en octobre 2018. À l'heure actuelle, il nous est impossible de déterminer si elle sera renouvelée au même coût, pour la même durée et selon des modalités similaires à celles qui nous ont été offertes.

Nous avons également diverses facilités d'emprunt dont les échéances s'échelonnent jusqu'en octobre 2036. En ce moment, nous ne pouvons déterminer si ces facilités seront refinancées au même coût, pour les mêmes durées et à des modalités semblables à ce qui était disponible précédemment.

Régimes de retraite

La capitalisation des régimes de retraite s'appuie sur des estimations actuarielles et est assujettie aux limites prévues par la réglementation fiscale et autres. Les estimations actuarielles établies au cours de l'exercice étaient notamment fondées sur des estimations concernant les taux d'actualisation, les hausses futures des salaires et les taux de mortalité. Les rapports d'évaluation actuarielle sur la capitalisation déterminent le montant des cotisations en trésorerie que nous devons verser aux régimes de retraite agréés. Selon les derniers rapports sur la capitalisation de nos régimes, les régimes de retraite accusent des déficits de solvabilité. Nous sommes donc tenus de verser des cotisations en trésorerie pour les capitaliser. Si la valeur des actifs des régimes ne remonte pas avant la date des prochaines évaluations de la capitalisation, nous devons augmenter le montant de ces cotisations en trésorerie, ce qui nous empêchera d'affecter les fonds à d'autres fins.

Faire des affaires à l'étranger

Nous exerçons des activités dans 35 pays, y compris les activités que nous exerçons en coentreprise, et vendons nos produits et services auprès de clients d'un peu partout dans le monde. Pour l'exercice 2015, les ventes à des clients de l'extérieur du Canada ont compté pour environ 90 % de nos produits des activités ordinaires, et nous nous attendons à ce qu'elles continuent d'en représenter une grande portion dans un avenir prévisible. Du coup, nous sommes exposés au risque de faire des affaires à l'étranger, y compris l'instabilité géopolitique.

Les principaux risques auxquels nous faisons face sont les suivants :

- L'évolution des lois et des règlements;
- Les tarifs douaniers, embargos, contrôles, sanctions et autres restrictions;
- L'évolution générale de la conjoncture et des conditions géopolitiques;
- Les risques de corruption liés au recours à des représentants et à des consultants à l'étranger et la complexité s'y rattachant.

Lois fiscales

Comme nous réalisons une part importante de nos activités à l'étranger, nous sommes soumis aux lois et politiques fiscales de nombreux pays. L'évolution des lois, conventions ou réglementations fiscales ou de leur interprétation pourrait entraîner une hausse du taux d'imposition effectif sur notre résultat, ce qui pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats financiers.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se penche actuellement sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, processus qui se soldera par des recommandations en matière de réforme fiscale internationale. Si elles sont adoptées, ces modifications pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats financiers.

9. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

La liste des participations qui, collectivement, ont une incidence significative sur nos résultats ou nos actifs est présentée à la note annexe 31.

Le tableau suivant présente nos soldes en cours auprès de nos coentreprises :

<i>(montants en millions)</i>	2015	2014
Créances clients	28,7 \$	30,1 \$
Contrats en cours : actifs	28,1	13,5
Autres actifs	29,2	30,6
Dettes fournisseurs et charges à payer	13,9	16,3
Contrats en cours : passifs	3,9	6,3

Les autres actifs comprennent un montant à recevoir de 17,0 millions \$ (16,9 millions \$ en 2014) au titre d'un contrat de location-financement qui vient à échéance en octobre 2022 et porte intérêt au taux de 5,14 % par année, des prêts de 5,7 millions \$ (8,4 millions \$ en 2014) qui viennent à échéance en septembre 2016 et décembre 2017 et portent intérêt respectivement aux taux LIBOR à six mois majoré de 1 % et à 11 % par année, ainsi qu'une créance à long terme de 6,5 millions \$ (5,3 millions \$ en 2014) n'ayant aucune modalité de remboursement spécifique. Aux 31 mars 2015 et 2014, aucune provision n'avait été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées.

Le tableau suivant présente nos transactions avec nos coentreprises :

<i>(montants en millions)</i>	2015	2014
Produits des activités ordinaires	120,6 \$	101,0 \$
Achats	10,9	11,3
Autres produits	2,9	2,9

De plus, au cours de l'exercice 2015, des transactions s'élevant à 2,4 millions \$ (2,7 millions \$ en 2014) ont été faites aux prix normaux du marché avec une entreprise dont un membre de notre conseil d'administration est un dirigeant.

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé désigne les personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

<i>(montants en millions)</i>	2015	2014
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	4,6 \$	3,8 \$
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à prestations définies ¹⁾	1,5	1,6
Indemnités de cessation d'emploi	-	2,4
Paiements fondés sur des actions	4,6	6,4
	10,7 \$	14,2 \$

¹⁾ Y compris les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel.

10. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

10.1 Modifications de méthodes comptables

Secteurs opérationnels

Nous avons modifié nos secteurs opérationnels le 1^{er} avril 2014. Nos anciens secteurs Formation et services associés – Civil et Produits de simulation – Civil ont été regroupés de manière à former le secteur Simulation et formation – Civil, tout comme l'ont été nos anciens secteurs Formation et services associés – Militaire et Produits de simulation – Militaire de manière à former le secteur Défense et sécurité. Ces regroupements découlent des changements apportés à la structure organisationnelle en vue de faire correspondre nos secteurs opérationnels à notre approche commerciale articulée sur des solutions intégrées. De plus, l'ancien secteur Nouveaux marchés principaux a été renommé le secteur Santé, à la suite de notre décision de vendre notre entreprise du secteur minier, comme l'explique la note annexe 3. Cette information reflète la façon dont la direction mesure la rentabilité et la performance ainsi que notre méthode d'attribution des ressources. En conséquence, nous sommes d'avis que l'information présentée est plus pertinente puisqu'elle correspond mieux à la façon dont les opérations sont gérées à l'interne. Cette modification a été apportée sur une base rétrospective, conformément à IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*. Cette modification n'a eu aucune incidence sur les résultats dans les états financiers consolidés. L'information relative aux secteurs opérationnels a été retraitée afin d'être conforme aux nouveaux secteurs opérationnels, comme l'explique la note annexe 30.

Au 31 mars 2015, notre secteur Simulation et formation – Civil a été renommé Solutions de formation pour l'aviation civile.

10.2 Nouvelles normes et modifications adoptées

Les modifications aux IFRS qui s'appliquent pour l'exercice 2015 n'ont aucune incidence importante sur nos états financiers consolidés.

10.3 Nouvelles normes et modifications non encore adoptées

Avantages du personnel

En novembre 2013, l'IASB a modifié IAS 19, *Avantages du personnel*. La modification clarifie la comptabilisation des cotisations des employés ou de tierces parties aux régimes à prestations définies. La modification, qui est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2015, ne devrait pas avoir d'incidence sur nos états financiers consolidés.

Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, en remplacement d'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations sur la constatation des produits des activités ordinaires connexes : IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et SIC 31, *Produits des activités ordinaires – Opérations de troc impliquant des services de publicité*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017; son adoption anticipée est toutefois autorisée. Nous évaluons présentement l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés.

Instrument financiers

L'IASB a publié antérieurement des versions d'IFRS 9, *Instrument financiers*, qui ont introduit de nouvelles exigences de classement et d'évaluation en 2009 et en 2010 ainsi qu'un nouveau modèle de comptabilité de couverture en 2013. En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instrument financiers*, qui remplace les versions antérieures publiées d'IFRS 9 et complète le projet de l'IASB de remplacer IAS 39, *Instrument financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, l'application anticipée étant toutefois autorisée. Nous évaluons actuellement l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés.

10.4 Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés exige que la direction de la Société pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables, sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir à la date des états financiers consolidés et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Cela exige aussi que la direction exerce son jugement aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments qui demandent beaucoup de jugement ou qui sont très complexes, ainsi que les cas dans lesquels les hypothèses et les estimations sont importantes eu égard aux états financiers consolidés, sont présentés par la suite. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée et les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à la juste valeur. En fonction de la complexité de ces évaluations, nous consultons des experts indépendants ou calculons la juste valeur en interne, à l'aide de techniques d'évaluation appropriées qui se fondent généralement sur une prévision du total des flux de trésorerie actuels nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et du taux d'actualisation. La contrepartie éventuelle est comptabilisée à la juste valeur au moyen d'un modèle de flux de trésorerie actualisés.

Frais de développement

Les frais de développement sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles et amortis sur leur durée d'utilité lorsqu'ils remplissent les critères d'inscription à l'actif. Les prévisions relatives aux produits des activités ordinaires et à la rentabilité des projets pertinents servent à évaluer la conformité aux critères d'inscription à l'actif et la valeur recouvrable des actifs.

Dépréciation d'actifs non financiers

Nous soumettons le goodwill à un test de dépréciation qui est fondé sur des estimations internes (niveau 3) de la juste valeur diminuée des coûts de sortie et qui fait appel à des modèles d'évaluation tels que le modèle de flux de trésorerie actualisés. Les hypothèses clés qui sous-tendent le calcul par la direction de la juste valeur diminuée des coûts de sortie comprennent les estimations des taux de croissance, des taux d'actualisation après impôt et des taux d'imposition. Ces estimations, ainsi que la méthode employée, peuvent avoir une incidence significative sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation du goodwill.

De même, lorsque les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles sont soumises à des tests de dépréciation, le calcul de leur valeur recouvrable amène la direction à faire des estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation.

Voir la note annexe 20 des états financiers consolidés pour plus de détails sur les hypothèses utilisées.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Cette méthode nous oblige à estimer les travaux exécutés à ce jour par rapport à l'ensemble des travaux à exécuter. La direction évalue chaque mois les coûts estimatifs nécessaires à l'achèvement, les estimations de l'avancement des travaux ainsi que les produits des activités ordinaires et les marges constatés, et ce, pour chaque contrat. Les changements apportés aux estimations des coûts et des produits des activités ordinaires sur la durée du contrat sont pris en compte dans la période au cours de laquelle il devient manifeste que de tels changements sont requis.

Régimes de retraite à prestations définies

Le coût des régimes de retraite à prestations définies ainsi que la valeur actuelle des obligations au titre des avantages du personnel sont déterminés à l'aide d'évaluations actuarielles. Ces évaluations comprennent notamment des hypothèses concernant les taux d'actualisation, les hausses futures des salaires et les taux de mortalité. Toutes les hypothèses sont révisées à chaque date de clôture. Toute modification de ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des avantages du personnel et sur le coût des régimes de retraite à prestations définies. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la direction tient compte des taux d'intérêt des obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellées dans la même monnaie que les prestations qui seront versées et dont les durées jusqu'à l'échéance se rapprochent de celles du passif au titre du régime de retraite connexe. Le taux de mortalité est établi en fonction des données publiques sur la mortalité dans le pays concerné. Les hausses futures des salaires et des prestations de retraite sont déterminées en fonction des taux d'inflation futurs prévus pour le pays concerné.

Les autres hypothèses clés concernant les obligations au titre des prestations définies s'appuient, en partie, sur la conjoncture du marché. Voir la note annexe 14 pour plus de détails concernant les hypothèses posées.

Remboursements d'aide gouvernementale

Aux fins de la détermination du montant de l'aide gouvernementale à rembourser, nous formulons des hypothèses et faisons des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les produits des activités ordinaires prévus et leur échéancier prévu. Les projections de produits des activités ordinaires tiennent compte de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation de la direction quant à l'avenir. Au-delà d'une période de cinq ans, les produits des activités ordinaires sont extrapolés d'après des taux de croissance estimés allant de 5 % à 9 % en fonction de la période estimative des remboursements. Les remboursements estimés sont actualisés en utilisant les taux moyens allant de 6 % à 13 % en fonction des modalités des instruments financiers semblables. Ces estimations, ainsi que la méthode employée pour établir les estimations, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute obligation remboursable au titre de l'aide gouvernementale. Une augmentation de 1 % des taux de croissance entraînerait une hausse d'environ 9,9 millions \$ (9,4 millions \$ en 2014) de l'obligation relative aux redevances au 31 mars 2015.

Paiements fondés sur des actions

Nous évaluons le coût des transactions avec des salariés qui sont réglées en capitaux propres et en trésorerie en fonction de la juste valeur des instruments connexes à la date à laquelle ils sont attribués. L'estimation de la juste valeur aux fins des paiements fondés sur des actions exige que nous choissions le modèle d'évaluation qui convient le mieux à une attribution donnée, d'après les modalités de cette attribution. À cette fin, nous devons aussi formuler des hypothèses et sélectionner les données les plus appropriées à intégrer dans le modèle d'évaluation, notamment la durée prévue de l'option, la volatilité et le rendement de l'action.

Impôt sur le résultat

Nous sommes assujettis aux lois fiscales de divers territoires. Nous devons avoir recours au jugement pour déterminer la charge d'impôt mondiale. La détermination des actifs et des passifs d'impôt comporte certaines incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes. Nous constituons une provision pour les éventuels impôts à payer d'après la moyenne pondérée en fonction de la probabilité des résultats possibles. Les différences entre les résultats réels et ces estimations pourraient avoir une incidence sur les passifs d'impôt et les passifs d'impôt différé dans la période au cours de laquelle elles sont établies.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que nous dégagions un bénéfice imposable auquel les pertes pourront être imputées. La direction doit faire preuve de jugement pour déterminer le montant des actifs d'impôt différé pouvant être comptabilisés, d'après l'échéancier probable et le niveau du résultat imposable futur ainsi que les stratégies fiscales futures. Le montant total des actifs d'impôt différé peut être modifié si les estimations du résultat imposable futur prévu et des avantages attendus des stratégies fiscales sont revues à la baisse, ou en cas d'adoption de modifications des lois fiscales qui limitent, en temps ou en étendue, notre capacité à utiliser des avantages fiscaux futurs.

11. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

L'auditeur interne fait régulièrement rapport à la direction des faiblesses qu'il trouve dans nos processus de contrôle interne, rapports qui sont soumis à l'examen du comité d'audit.

En conformité avec le Règlement 52-109 publié par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM), des certificats signés par le président et chef de la direction et par le chef de la direction financière ont été déposés. Ces documents attestent le caractère approprié de nos contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que la conception et l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

11.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont élaborés de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information est accumulée et communiquée à notre président et chef de la direction, à notre chef de la direction financière et aux autres membres de la direction de manière à permettre la prise de décisions opportunes à l'égard de l'information à fournir et de nature à assurer que l'information est enregistrée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois canadiennes et américaines régissant les valeurs mobilières.

Sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière, la direction a évalué, en date du 31 mars 2015, l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information. À partir de leur évaluation, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière en sont arrivés à la conclusion que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces en date du 31 mars 2015.

11.2 Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de l'établissement et du maintien de mécanismes adéquats de contrôle interne à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers consolidés aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS. La direction a évalué la conception et le fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en date du 31 mars 2015 à partir du cadre et des critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013 Framework)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission, et elle a conclu à leur efficacité. La direction n'a signalé aucune faiblesse importante à cet égard.

Il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière survenue pendant l'exercice 2015 qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

12. RÔLE DE SURVEILLANCE DU COMITÉ D'AUDIT ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le comité d'audit examine notre rapport de gestion annuel et les états financiers consolidés connexes avec la direction et les auditeurs externes, et il recommande leur approbation au conseil d'administration. De plus, la direction et nos auditeurs internes font périodiquement rapport au comité d'audit sur leur évaluation de nos contrôles et procédures internes de communication de l'information financière. L'auditeur externe présente périodiquement à la direction un rapport sur les faiblesses relevées dans nos contrôles internes, rapport qui est soumis à l'examen du comité d'audit.

13. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Des renseignements complémentaires sur CAE, dont sa plus récente notice annuelle, peuvent être consultés en ligne sur son site Web à www.cae.com, sur SEDAR à www.sedar.com ou sur EDGAR à www.sec.gov.

14. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles des exercices 2013 à 2015.

(montants en millions, sauf les montants par action et les taux de change)

	T1	T2	T3	T4	Total
Exercice 2015					
Produits des activités ordinaires	526,2	529,4	559,1	631,6	2 246,3 \$
Résultat net	41,6	42,5	52,9	67,7	204,7 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	43,8	42,0	52,1	63,3	201,2 \$
Activités abandonnées	(2,0)	0,9	0,9	0,8	0,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	(0,4)	(0,1)	3,6	2,9 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,16	0,16	0,20	0,24	0,76 \$
Activités poursuivies	0,17	0,16	0,20	0,24	0,76 \$
Activités abandonnées	(0,01)	-	-	-	- \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	263,9	264,7	265,5	266,4	265,1
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	265,0	265,6	266,4	267,4	266,0
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,09	1,09	1,14	1,24	1,14
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,50	1,44	1,42	1,40	1,44
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,84	1,82	1,80	1,88	1,83
Exercice 2014					
Produits des activités ordinaires	520,1	478,2	503,9	575,7	2 077,9 \$
Résultat net	45,4	38,2	47,6	59,9	191,1 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	44,7	38,2	45,5	59,9	188,3 \$
Activités abandonnées	0,9	0,1	0,6	0,1	1,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	(0,1)	1,5	(0,1)	1,1 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,18	0,15	0,18	0,23	0,73 \$
Activités poursuivies	0,17	0,15	0,17	0,23	0,72 \$
Activités abandonnées	0,01	-	0,01	-	0,01 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	260,2	261,0	261,5	262,7	261,3
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	260,2	261,5	262,3	264,0	261,9
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,02	1,04	1,05	1,10	1,05
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,34	1,38	1,43	1,51	1,41
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,57	1,61	1,70	1,83	1,68
Exercice 2013					
Produits des activités ordinaires	451,6	496,6	490,2	555,3	1 993,7 \$
Résultat net	21,9	35,9	37,2	45,7	140,7 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	20,4	35,0	36,2	42,7	134,3 \$
Activités abandonnées	1,1	0,6	1,3	0,4	3,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	0,3	(0,3)	2,6	3,0 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,08	0,14	0,14	0,17	0,53 \$
Activités poursuivies	0,08	0,14	0,14	0,17	0,52 \$
Activités abandonnées	-	-	-	-	0,01 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	258,4	258,7	259,2	259,7	259,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,6	259,0	259,5	260,2	259,4
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,01	1,00	0,99	1,01	1,00
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,30	1,25	1,29	1,33	1,29
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,60	1,57	1,59	1,57	1,58

Principales informations sectorielles*(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)*

	T4-2015	T4-2014	Exercice 2015	Exercice 2014	Exercice 2013
Solutions de formation pour l'aviation civile					
Produits des activités ordinaires	367,6 \$	323,5 \$	1 294,6 \$	1 176,7 \$	1 116,6 \$
Résultat opérationnel sectoriel	61,8	58,0	210,5	179,8	188,9
Marges opérationnelles (%)	16,8	17,9	16,3	15,3	16,9
Défense et sécurité					
Produits des activités ordinaires	234,7 \$	230,3 \$	857,4 \$	822,0 \$	806,5 \$
Résultat opérationnel sectoriel	39,5	28,0	115,6	107,8	107,4
Marges opérationnelles (%)	16,8	12,2	13,5	13,1	13,3
Santé					
Produits des activités ordinaires	29,3 \$	21,9 \$	94,3 \$	79,2 \$	70,6 \$
Résultat opérationnel sectoriel	4,1	0,7	6,7	1,7	1,8
Marges opérationnelles (%)	14,0	3,2	7,1	2,1	2,5
Total					
Produits des activités ordinaires	631,6 \$	575,7 \$	2 246,3 \$	2 077,9 \$	1 993,7 \$
Résultat opérationnel sectoriel	105,4	86,7	332,8	289,3	298,1
Marges opérationnelles (%)	16,7	15,1	14,8	13,9	15,0
Autres	- \$	- \$	- \$	- \$	(68,4) \$
Résultat opérationnel	105,4 \$	86,7 \$	332,8 \$	289,3 \$	229,7 \$

Rétrospective financière sur cinq ans*(montants en millions, sauf les montants par action)*

	2015	2014	2013	2012 ¹⁾	2011 ¹⁾
Produits des activités ordinaires	2 246,3 \$	2 077,9 \$	1 993,7 \$	1 821,2 \$	1 630,8 \$
Résultat net	204,7	191,1	140,7	182,0	160,9
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	201,2	188,3	134,3	180,3	160,3
Activités abandonnées	0,6	1,7	3,4	-	-
Participations ne donnant pas le contrôle	2,9	1,1	3,0	1,7	0,6
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,14	1,05	1,00	0,99	1,02
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,44	1,41	1,29	1,37	1,34
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,83	1,68	1,58	1,58	1,58
Situation financière :					
Total de l'actif	4 656,9 \$	4 236,7 \$	3 691,3 \$	3 183,7 \$	2 817,3 \$
Total des passifs financiers non courants ²⁾	1 427,3	1 340,2	1 209,3	869,0	757,5
Total de la dette nette	949,6	856,2	813,4	534,3	383,8
Par action :					
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	0,76 \$	0,72 \$	0,52 \$	0,70 \$	0,62 \$
Activités abandonnées	-	0,01	0,01	-	-
Dividendes déclarés	0,27	0,22	0,19	0,16	0,15
Capitaux propres	6,28	5,67	4,43	4,05	3,63

¹⁾ Les chiffres n'ont pas été retraités pour refléter l'adoption d'IFRS 11 et d'IAS 19 à l'exercice 2014 ni la classification de notre entreprise du secteur minier, dans les activités abandonnées à l'exercice 2015.

²⁾ Comprend la dette à long terme, les passifs dérivés non courants et les autres passifs non courants qui répondent à la définition d'un passif financier.